

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 3278

[C — 2007/00663]

15 MAI 2007. — Loi relative à la sécurité civile (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution

TITRE II. — De la sécurité civile

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par

1° « services opérationnels de la sécurité civile » : les postes d'incendie et de secours des zones de secours et les unités opérationnelles de la Protection civile;

2° « ministre » : le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, et, en ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux, le ministre ayant la santé publique dans ses attributions;

3° « gouverneur » : les gouverneurs de Province à l'exception du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

4° « moyens adéquats » : l'engagement minimum en personnel et en matériel nécessaire pour assurer une mission opérationnelle de qualité tout en garantissant un niveau de sécurité suffisant du personnel intervenant;

5° « aide adéquate la plus rapide » : les services opérationnels qui peuvent, avec les moyens adéquats, être sur les lieux d'une intervention dans le délai le plus court;

6° « analyse des risques » : l'inventaire et l'analyse des risques présents sur le territoire de la zone, qui indiquent les besoins en matériel et en personnel pour couvrir ces risques;

7° « mesures civiles » : les mesures de nature non policière et non militaire.

8° « poste d'incendie et de secours, ci-après dénommé poste » : une structure opérationnelle pourvue du personnel et du matériel nécessaires à partir de laquelle les moyens adéquats peuvent être envoyés pour assurer les missions opérationnelles.

§ 2. Sans préjudice des compétences du ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé publique est compétent en ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux dans l'exécution des articles :

1° article 8;

2° article 9;

3° article 11, § 1^{er}, 2°;

4° article 21;

5° article 69;

6° article 102;

7° article 106;

8° article 119, § 1^{er};

9° article 178;

10° article 206.

Art. 3. La sécurité civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils nécessaires pour accomplir les missions visées par la présente loi afin de secourir et de protéger en tous temps les personnes, leurs biens et leur espace de vie.

Les services de la sécurité civile, à l'exception de ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux, sont organisés et structurés conformément aux articles 4 à 6.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 3278

[C — 2007/00663]

15 MEI 2007. — Wet betreffende de civiele veiligheid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

TITEL II. — Civiele veiligheid

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van deze wet moet begrepen worden onder :

1° « operationele diensten van de civiele veiligheid » : de brandweer- en reddingsposten van de hulpverleningszones, en de operationele eenheden van de Civiele Bescherming;

2° « minister » : de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoren en voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening, de minister tot wiens bevoegdheid Volksgezondheid behoort;

3° « gouverneur » : de provinciegouverneurs met uitzondering van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

4° « adequate middelen » : de minimale inzet van personeel en materieel nodig voor het kwaliteitsvol uitvoeren van de opdrachten en het garanderen van een voldoende veiligheidsniveau van het interventiepersoneel;

5° « snelste adequate hulp » : de operationele diensten die het snelst op de plaats van de interventie kunnen zijn met de adequate middelen;

6° « risicoanalyse » : de inventarisatie en evaluatie van de risico's aanwezig op het grondgebied van de zone die aangeeft wat de behoeften zijn in materieel en personeel om deze risico's te dekken;

7° « civiele maatregelen » : maatregelen van niet-politionele en niet-militaire aard;

8° « brandweer- en reddingspost, hierna genoemd de post » : een operationele structuur die is voorzien van personeel en materieel van waaruit de adequate middelen worden uitgestuurd om de operationele opdrachten te verzekeren.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de minister van Binnenlandse Zaken is de minister van Volksgezondheid bevoegd voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening in uitvoering van de artikelen :

1° artikel 8;

2° artikel 9;

3° artikel 11, § 1, 2°;

4° artikel 21;

5° artikel 69;

6° artikel 102;

7° artikel 106;

8° artikel 119, § 1;

9° artikel 178;

10° artikel 206.

Art. 3. De civiele veiligheid omvat alle civiele maatregelen en middelen nodig voor het volbrengen van de opdrachten vermeld in deze wet om te allen tijde personen en hun goederen en leefomgeving ter hulp te komen en te beschermen.

Behalve voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening, worden de diensten van de civiele veiligheid georganiseerd en gestructureerd, zoals bepaald in de artikelen 4 tot 6.

Art. 4. Pour l'exercice de ses missions en matière de sécurité civile, l'autorité fédérale dispose notamment d'unités opérationnelles de la Protection Civile, du Centre fédéral de formation pour les services de secours, du Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile et d'une inspection générale des services.

Art. 5. La zone de secours assure la création et l'organisation des postes sur son territoire et remplit les missions qui lui sont confiées par la présente loi de manière autonome.

La zone de secours est composée d'un réseau de postes dont le nombre et l'implantation sont déterminés en fonction de l'analyse des risques.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu et les conditions minimales de l'analyse des risques.

Art. 6. Les postes exécutent, séparément ou en commun, les missions qui leur sont confiées par la loi en tenant compte du principe de l'aide adéquate la plus rapide.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats.

Art. 7. Les frontières des provinces, des zones de secours et des communes ne forment pas obstacle à l'intervention des postes telle que prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}.

Art. 8. Le Roi arrête les mesures à prendre en matière de sécurité civile. Il peut notamment :

1° établir un programme de mesures de protection civile à appliquer par chaque habitant, par les services publics qu'il désigne et par tout organisme privé, public ou d'utilité publique;

2° arrêter les mesures relatives à l'identification des risques, à savoir l'inventaire des risques présents sur le territoire national et susceptibles d'être pris en compte par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la planification d'urgence;

3° arrêter les mesures relatives à la gestion, la coordination ou l'appui interdépartemental ou multidisciplinaire d'événements et de situations d'urgence;

4° arrêter les mesures relatives à la préparation de la gestion, de la coordination ou de l'appui interdépartemental ou multidisciplinaire, en ce compris la planification d'urgence et la formation;

5° arrêter les normes en matière de ressources en eau d'extinction dont les communes sont tenues de disposer.

Art. 9. § 1^{er}. Le Roi peut déterminer le contenu des différents plans d'urgence et d'intervention, leurs modalités d'établissement ainsi que leur structure organisationnelle et fonctionnelle.

§ 2. Le Roi établit des plans d'urgence qui organisent une structure de réponse aux événements et situations d'urgence nécessitant une gestion, une coordination ou un appui à l'échelon national.

§ 3. Dans chaque province et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le gouverneur ou le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours.

Les plans d'urgence et d'intervention visés à l'alinéa 1^{er} sont soumis à l'approbation du ministre.

§ 4. Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours.

Après avoir reçu l'agrément du conseil communal, les plans d'urgence et d'intervention visés à l'alinéa 1^{er} sont soumis à l'approbation du gouverneur ou du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

§ 5. Les plans généraux d'urgence et d'intervention des communes, des provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent être complétés par des dispositions additionnelles spécifiques à des risques particuliers. Ces dispositions sont consignées dans des plans particuliers d'urgence et d'intervention.

Art. 4. De federale overheid beschikt voor de uitvoering van zijn opdrachten inzake civiele veiligheid onder meer over de operationele eenheden van de Civiele Bescherming, het Federaal Opleidingscentrum voor de hulpdiensten, het federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid en een algemene inspectiedienst.

Art. 5. De hulpverleningszone verzekert de oprichting en de organisatie van de posten op haar grondgebied en vervult op autonome wijze de taken die de wet haar toewijst.

De hulpverleningszone is samengesteld uit het netwerk van posten waarvan het aantal en de inplanting worden bepaald aan de hand van de risicoanalyse.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inhoud en de minimale voorwaarden van de risicoanalyse.

Art. 6. De posten voeren, alleen of samen, de opdrachten uit die de wet hun toewijst rekening houdend met het principe van de snelste adequate hulpverlening.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en de adequate middelen.

Art. 7. De grenzen van de provincies, van de hulpverleningszones of van de gemeenten vormen geen beperking voor de tussenkomst van de posten zoals voorzien in het eerste lid van artikel 6.

Art. 8. De Koning stelt de inzake civiele veiligheid te nemen maatregelen vast. Hij kan onder meer :

1° een programma van maatregelen van civiele veiligheid opstellen dat moet toegepast worden door elke inwoner, door de openbare diensten die Hij aanduidt en door elk privaat of openbaar organisme of instelling van openbaar nut;

2° de maatregelen voor de identificatie van de risico's vaststellen, met name de inventaris van de risico's die aanwezig zijn op het nationaal grondgebied en die door de administratieve overheden in aanmerking kunnen genomen worden in het kader van de noodplanning;

3° de maatregelen vaststellen met betrekking tot interdepartementaal of multidisciplinair beheer, coördinatie of ondersteuning van gebeurtenissen of noodsituaties;

4° de maatregelen vaststellen met betrekking tot de voorbereiding van interdepartementaal of multidisciplinair beheer, coördinatie of ondersteuning van gebeurtenissen of noodsituaties, hierin inbegrepen de noodplanning en de opleiding;

5° de normen vaststellen inzake de bluswatervoorraden waarover de gemeenten moeten beschikken.

Art. 9. § 1. De Koning kan de inhoud van de verschillende nood- en interventieplannen, hun wijze van opmaken en hun organisatorische en functionele structuur bepalen.

§ 2. De Koning stelt de nood- en interventieplannen op die een antwoordstructuur organiseren voor gebeurtenissen en noodsituaties die een beheer, een coördinatie of een ondersteuning op nationaal vlak vereisen.

§ 3. In elke provincie en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad stelt de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening.

De in het eerste lid bedoelde nood- en interventieplannen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de minister.

§ 4. In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening.

De in het eerste lid bedoelde nood- en interventieplannen worden, na aanneming door de gemeenteraad, ter goedkeuring voorgelegd aan de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 5. De algemene nood- en interventieplannen van de gemeenten, van de provincies en van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen worden aangevuld met bijkomende specifieke bepalingen over bijzondere risico's. Deze bepalingen worden opgenomen in bijzondere nood- en interventieplannen.

Le Roi peut déterminer les risques qui doivent faire l'objet d'un plan particulier d'urgence et d'intervention dans les communes, les provinces et l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 10. Les provinces, les communes et les zones peuvent être tenues de mettre à la disposition des services de la sécurité civile, les terrains, les locaux, le mobilier et les fournitures nécessaires, soit à l'instruction du personnel desdits services, soit à l'exécution des mesures de sécurité civile sur leur territoire.

Le Roi détermine dans quels cas et sous quelles conditions une indemnisation peut être octroyée.

CHAPITRE II. — Des missions générales des services opérationnels de la sécurité civile

Art. 11. § 1^{er}. Les missions générales des services opérationnels de la sécurité civile sont :

1° le sauvetage de personnes et l'assistance aux personnes dans des circonstances dangereuses et la protection de leurs biens;

2° l'aide médicale urgente telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

3° la lutte contre l'incendie et l'explosion et leurs conséquences;

4° la lutte contre la pollution et contre la libération de substances dangereuses en ce compris les substances radioactives et les rayons ionisants;

5° l'appui logistique.

§ 2. Font intégralement partie des missions énumérées au § 1^{er}, 1°, 3°, 5° : la prévision, la prévention, la préparation, l'exécution et l'évaluation.

Au sens du présent paragraphe, on entend par :

1° prévision : toutes les mesures pour inventorier et analyser les risques;

2° prévention : toutes les mesures visant à limiter l'apparition d'un risque ou à minimiser les conséquences de la concrétisation de celui-ci;

3° préparation : toutes les mesures pour assurer que le service est prêt à faire face à un incident réel;

4° exécution : toutes les mesures qui sont prises quand l'incident se produit réellement;

5° évaluation : toutes les mesures pour améliorer la prévision, la prévention, la préparation et l'exécution en tirant des conclusions de l'incident.

§ 3. Sans préjudice des compétences des autres services publics, les zones de secours veillent à l'application des réglementations concernant la prévention de l'incendie et de l'explosion.

Art. 12. Le Roi détermine, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les tâches effectuées par les postes et celles effectuées par les unités opérationnelles de la protection civile dans le cadre des missions visées à l'article 11.

Le Roi peut déterminer, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour quelles tâches ou dans quelles circonstances les unités opérationnelles de la protection civile sont appelées ou interviennent d'office.

Art. 13. Le Roi détermine, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de coordination des opérations dans lesquelles les unités opérationnelles de la protection civile interviennent conjointement avec les postes visés à l'article 2, § 1^{er}, 8°.

TITRE III. — De la zone de secours

CHAPITRE 1^{er}. — De l'organisation générale de la zone de secours

Section 1^{re}. — Des dispositions générales

Art. 14. Le territoire du Royaume est divisé en zones de secours, ci-après dénommées zones.

Chaque province comprend au moins une zone.

Chaque commune appartient à une seule zone.

Le Roi détermine, après avis du comité consultatif national des zones visé à l'article 15, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la délimitation territoriale des zones.

De Koning kan bepalen voor welke risico's door de gemeenten, de provincies en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een bijzonder nood- en interventieplan moet worden opgesteld.

Art. 10. Provincies, gemeenten en zones kunnen verplicht worden de diensten van de civiele veiligheid beschikking te geven over terreinen, lokalen, meubilair en leveringen welke nodig zijn, hetzij voor de opleiding van het personeel van die diensten, hetzij voor de uitvoering van de maatregelen van civiele veiligheid op hun grondgebied.

De Koning bepaalt voor welke gevallen en onder welke voorwaarden een schadevergoeding kan toegekend worden.

HOOFDSTUK II. — Algemene opdrachten van de operationele diensten van de civiele veiligheid

Art. 11. § 1. De algemene opdrachten van de operationele diensten van de civiele veiligheid zijn :

1° de redding van en de bijstand aan personen in bedreigende omstandigheden en de bescherming van hun goederen;

2° de dringende geneeskundige hulpverlening zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

3° de bestrijding van brand en ontploffing en hun gevolgen;

4° de bestrijding van vervuiling en van het vrijkomen van gevaarlijke stoffen met inbegrip van radioactieve stoffen en ioniserende straling;

5° de logistieke ondersteuning.

§ 2. Maken integraal deel uit van de opdrachten opgesomd in § 1, 1°, 3°, 5°, de proactie, de preventie, de preparatie, de uitvoering en de evaluatie.

In de zin van deze paragraaf, worden begrepen onder :

1° proactie : alle maatregelen om de risico's te inventariseren en te analyseren;

2° preventie : alle maatregelen om het zich voordoen van de risico's te beperken of de gevolgen van het zich voordoen te minimaliseren;

3° preparatie : alle maatregelen om te garanderen dat de dienst klaar is om het hoofd te bieden aan een reëel incident;

4° uitvoering : alle maatregelen die genomen worden wanneer er zich daadwerkelijk een incident voordoet;

5° evaluatie : alle maatregelen om de proactie, preventie, preparatie en uitvoering te verbeteren via lessen getrokken uit het incident.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden van andere openbare diensten, zien de hulpverleningszones toe op de toepassing van de reglementering inzake de preventie van brand en ontploffing.

Art. 12. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welke taken in het kader van de opdrachten, bedoeld in artikel 11, door de posten en welke door de operationele eenheden van de Civiele Bescherming uitgevoerd worden.

De Koning kan, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen voor welke taken of in welke omstandigheden de operationele eenheden van de Civiele Bescherming opgeroepen worden of ambtshalve optreden.

Art. 13. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de coördinatie van de operaties waarbij de operationele eenheden van de Civiele Bescherming samen met de posten, bedoeld in artikel 2, § 1, 8°, optreden.

TITEL III. — Hulpverleningszones

HOOFDSTUK I. — Algemene organisatie van de hulpverleningszones

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 14. Het grondgebied van het Rijk wordt verdeeld in hulpverleningszones, hierna genoemd zones.

Elke provincie bevat minstens één zone.

Elke gemeente maakt deel uit van één enkele zone.

De Koning bepaalt, na advies van het in artikel 15 bedoelde Nationaal Raadgevend Comité van de Zones, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de territoriale afbakening van de zones.

Art. 15. § 1^{er}. Un comité consultatif provincial des zones, ci-après dénommé comité consultatif provincial, est constitué dans chaque province. Le comité consultatif provincial est mis en place pour la durée de sa mission.

Le comité consultatif provincial est composé des bourgmestres de toutes les communes de la province et présidé par le gouverneur.

Le comité consultatif provincial recueille l'avis des autorités des différentes communes de la province et formule, sur cette base, un avis uniforme au comité consultatif national visé au § 2.

§ 2. Un comité consultatif national des zones, ci-après dénommé comité consultatif national, est constitué.

Le comité consultatif national est mis en place pour la durée de sa mission.

Le comité consultatif national est composé des gouverneurs de province, d'un représentant désigné par l'« Union des Villes et Communes de Wallonie » et un représentant désigné par la « Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten » et d'une délégation du parlement fédéral. Il est présidé par le gouverneur de province disposant de la plus grande ancienneté en tant que gouverneur.

Le comité consultatif national recueille les avis des différents comités consultatifs provinciaux pour la répartition territoriale des zones et formule une proposition au Roi.

§ 3. Le Roi peut arrêter des dispositions complémentaires visant la composition et le fonctionnement du comité consultatif national et des comités consultatifs provinciaux.

Art. 16. § 1^{er}. Il est institué auprès du Service public fédéral Intérieur, une commission d'accompagnement de la Réforme de la Sécurité civile.

§ 2. La commission donne un avis sur les éléments suivants :

1° le calcul des coûts supplémentaires pour les zones résultant de l'exécution de la réforme;

2° les nouvelles missions qui sont confiées aux zones et leur impact financier sur la zone;

3° l'évaluation globale de tous les aspects de la réforme de la sécurité civile au niveau local. Cette évaluation contient entre autres un monitoring de tous les problèmes liés à la réforme.

§ 3. Le Roi détermine la composition et les règles de fonctionnement de la commission.

Art. 17. § 1^{er}. Les dispositions suivantes sont d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises :

1° articles 1 à 13;

2° article 17;

3° article 70;

4° articles 100 et 101;

5° article 102, alinéa 1^{er}, seulement en ce qui concerne le personnel opérationnel;

6° article 103;

7° article 106 en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif et pécuniaire applicable au personnel opérationnel visé à cet article;

8° articles 107 et 108;

9° article 119;

10° articles 153 à 163;

11° articles 175 à 201;

12° article 224.

§ 2. Les termes « zone » ou « zone de secours » doivent être entendus comme visant le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans les articles suivants :

1. article 5, alinéa 1^{er};

2. article 11, § 3;

3. article 101;

4. article 106, alinéa 1^{er};

5. articles 107 et 108;

Art. 15. § 1. In elke provincie wordt een provinciaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd provinciaal raadgevend comité, opgericht. Het provinciaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het provinciaal raadgevend comité is samengesteld uit de burgemeesters van alle gemeenten van de provincie en wordt voorgezeten door de gouverneur.

Het provinciaal raadgevend comité wint het advies in van de autoriteiten van de verschillende gemeenten van de provincie en formuleert op basis hiervan een eenvormig advies aan het nationaal raadgevend comité, bedoeld in § 2.

§ 2. Er wordt een nationaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd nationaal raadgevend comité, opgericht.

Het nationaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het nationaal raadgevend comité is samengesteld uit de provinciegouverneurs, een vertegenwoordiger aangeduid door de « Union des Villes et Communes de Wallonie » en een vertegenwoordiger aangeduid door de « Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten » en een delegatie van het federaal parlement. Het wordt voorgezeten door de provinciegouverneur met de grootste anciënniteit als gouverneur.

Het nationaal raadgevend comité wint de adviezen in van de verschillende provinciale raadgevende comités inzake de territoriale afbakening van de zones en formuleert op basis daarvan een voorstel aan de Koning.

§ 3. De Koning kan nadere bepalingen inzake de samenstelling, de werking en de procedures van het nationaal raadgevend comité en de provinciale raadgevende comités nemen.

Art. 16. § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt een Begeleidingscommissie voor de Hervorming van de Civiele Veiligheid opgericht.

§ 2. De commissie geeft advies over de volgende elementen :

1° de berekening van de meerkost voor de zone die het gevolg kan zijn van de uitvoering van de hervorming;

2° de nieuwe opdrachten die worden opgedragen aan de zones en hun financiële weerslag op de zone;

3° de globale evaluatie van alle aspecten van de hervorming van de civiele veiligheid op lokaal niveau. Deze evaluatie bevat onder meer een monitoring van alle problemen op lokaal niveau die met de hervorming gepaard gaan.

§ 3. De Koning bepaalt de samenstelling en de werkingsregelen van de commissie.

Art. 17. § 1. De volgende bepalingen zijn van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen :

1° artikelen 1 tot 13;

2° artikel 17;

3° artikel 70;

4° artikelen 100 en 101;

5° artikel 102, eerste lid, enkel voor wat betreft het operationeel personeel;

6° artikel 103;

7° artikel 106 voor wat betreft de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van toepassing op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel;

8° artikelen 107 en 108;

9° artikel 119;

10° artikelen 153 tot 163;

11° artikelen 175 tot 201;

12° artikel 224.

§ 2. In de volgende artikelen worden onder de termen « zone » of « hulpverleningszone » begrepen de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp :

1. artikel 5, eerste lid;

2. artikel 11, § 3;

3. artikel 101;

4. artikel 106, eerste lid;

5. artikelen 107 en 108;

6. article 119;
7. article 159;
8. article 176;
9. article 178;
10. article 181;
11. article 185;
12. article 187;
13. articles 189 et 190;
14. article 192.

§ 3. Les termes « zone » ou « zone de secours » doivent être entendus comme visant le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale au sens des articles suivants :

1. article 5, alinéa 1^{er}, quant à la création de postes;
2. article 100.

§ 4. Les termes « zone » ou « zone de secours » doivent être entendus comme visant la Région de Bruxelles-Capitale dans les articles suivants :

1. article 5, alinéa 2;
2. article 7;
3. article 177;
4. article 188.

Art. 18. La zone est dotée de la personnalité juridique.

Art. 19. Chaque zone est administrée par un conseil de zone et par un collège de zone, ci-après dénommés conseil et collège.

Art. 20. Le conseil détermine la localisation du siège social de la zone. Cette décision est communiquée dans les trente jours au ministre qui arrête le siège de chaque zone.

Art. 21. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les structures administratives et opérationnelles minimales que la zone met en place, notamment pour pouvoir donner la suite appropriée aux réquisitions de l'agence visée à l'article 197 de la loi-programme du 9 juillet 2004.

Art. 22. La zone peut, en vue d'assurer plus efficacement la gestion de ses missions en matière de sécurité civile, conclure des accords transfrontaliers de coopération avec toute autorité publique d'un pays limitrophe.

Art. 23. § 1^{er}. Chaque zone établit un programme pluriannuel de politique générale basé notamment sur une analyse des risques. Ce programme est établi pour une durée de six ans et est susceptible d'adaptations.

Le programme pluriannuel de politique générale comprend un volet communal et un volet zonal des objectifs en matière de sécurité civile ainsi que des moyens personnels, matériels et financiers à mettre en œuvre pour les atteindre. Il est approuvé par le conseil.

Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu minimal et la structure du programme pluriannuel de politique générale.

§ 2. Les volets communaux du programme pluriannuel de politique générale sont soumis à l'approbation des conseils communaux de la zone.

A défaut d'approbation dans les quarante jours de leur adoption par le conseil, le conseil communal est réputé avoir marqué son accord.

En cas de désaccord du conseil communal sur tout ou partie du volet communal du programme pluriannuel de politique générale, une conciliation est organisée par le gouverneur entre les autorités zonales et communales concernées.

Si, à l'issue de la conciliation, le désaccord demeure, le gouverneur statue et en informe simultanément les autorités zonales et communales ainsi que le ministre.

Dans les vingt jours de la notification de la décision du gouverneur, le conseil ou le conseil communal peut introduire un recours auprès du ministre. Le ministre statue dans les quarante jours. A défaut de décision dans les quarante jours, la décision du gouverneur est définitive.

§ 3. Le programme pluriannuel de politique générale est mis en œuvre par des plans d'action annuels préparés par le commandant de zone visé à l'article 109 et approuvés par le conseil.

6. artikel 119;
7. artikel 159;
8. artikel 176;
9. artikel 178;
10. artikel 181;
11. artikel 185;
12. artikel 187;
13. artikelen 189 en 190;
14. artikel 192.

§ 3. In de volgende artikelen worden onder de termen « zone » of « hulpverleningszone » begrepen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1. artikel 5, eerste lid, voor wat betreft het oprichten van posten;
2. artikel 100.

§ 4. In de volgende artikelen worden onder de termen « zone » of « hulpverleningszone » begrepen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1. artikel 5, tweede lid;
2. artikel 7;
3. artikel 177;
4. artikel 188.

Art. 18. De zone beschikt over rechtspersoonlijkheid.

Art. 19. Elke zone wordt bestuurd door een zoneraad en een zonecollege, hierna genoemd raad en college.

Art. 20. De raad bepaalt de plaats van de maatschappelijke zetel van de zone. Dit besluit wordt binnen de dertig dagen aan de minister overgemaakt die vervolgens de zetel van elke zone vastlegt.

Art. 21. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale administratieve en operationele structuren die de zone moet oprichten, inzonderheid de structuren om gepast gevolg te geven aan de vorderingen van het agentschap bedoeld in artikel 197 van de programmawet van 9 juli 2004.

Art. 22. Met het oog op een efficiënter beheer van haar opdrachten inzake civiele veiligheid kan de zone grensoverschrijdende samenwerkingsverbanden tot stand brengen met elke publiekrechtelijke overheid van een aangrenzend land.

Art. 23. § 1. Elke zone stelt een meerjarenbeleidsplan op, onder meer op basis van een risicoanalyse. Dit programma wordt opgesteld voor een duur van zes jaar en is vatbaar voor veranderingen.

Het meerjarenbeleidsplan bevat een gemeentelijk en een zonaal luik met de doelstellingen inzake civiele veiligheid en de personele, materiële en financiële middelen om deze doelstellingen te bereiken. Het wordt goedgekeurd door de raad.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de minimale inhoud en de structuur van het meerjarenbeleidsplan.

§ 2. Het gemeentelijk luik van het meerjarenbeleidsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Bij gebrek aan goedkeuring binnen de veertig dagen na het nemen van het besluit wordt de gemeenteraad geacht zijn goedkeuring gegeven te hebben.

In geval de gemeenteraad geen akkoord bereikt over een deel of geheel van het gemeentelijke luik van het meerjarenbeleidsplan, wordt door de gouverneur een overleg georganiseerd tussen de betrokken zonale en gemeentelijke overheden.

Als dit overleg geen akkoord tweeebrenkt, beslist de gouverneur en brengt hij zonder verwijf de zonale en gemeentelijke overheden en de minister op de hoogte van zijn beslissing.

De raad of de gemeenteraad kan binnen de twintig dagen na de betekening van de beslissing van de gouverneur een beroep instellen bij de minister. De minister doet uitspraak binnen de veertig dagen. Bij gebrek aan een beslissing binnen de veertig dagen, wordt de beslissing van de gouverneur definitief.

§ 3. Het meerjarenbeleidsplan wordt uitgewerkt door jaarlijkse actieplannen, voorbereid door de zonecommandant bedoeld in artikel 109 onder toezicht van het college en goedgekeurd door de raad.

Les plans d'action annuels sont soumis pour avis aux conseils communaux de la zone.

Section II. — Du conseil de la zone

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 24. La zone est gérée par un conseil. Le conseil est composé d'un représentant par commune. Le bourgmestre représente de plein droit la commune. S'il est empêché, il désigne un échevin de sa commune pour le remplacer.

Dans le cas où la province contribuerait au financement de la zone tel que visé à l'article 67, 3^o, le conseil zonal peut conférer la qualité de membre du conseil à un membre du conseil provincial. Le conseil provincial désigne l'un de ses membres.

Art. 25. Le commandant de zone prend part aux réunions du conseil avec voix consultative.

Art. 26. Le conseil est compétent pour toute question qui ne relève pas expressément de la compétence du collège.

Le conseil est notamment investi du droit d'exproprier pour cause d'utilité publique tel que visé à l'article 61, § 1^{er}, de la loi-programme du 6 juillet 1989.

Sous-section II. — Des conseillers zonaux

Art. 27. Les membres du personnel de la zone ne peuvent être membres du conseil ou du collège.

Art. 28. A moins qu'ils n'aient été convoqués valablement antérieurement, le mandat des conseillers zonaux prend cours le premier jour ouvrable du troisième mois qui suit la date d'entrée en fonction des conseils communaux élus après un renouvellement complet, ou au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le résultat de leur élection est devenu définitif.

Les conseillers zonaux poursuivent leur mandat jusqu'à l'installation du nouveau conseil.

Le conseiller zonal démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son remplaçant.

Le conseil communal choisit un remplaçant, qui achève le mandat du conseiller zonal auquel il succède.

Art. 29. A l'exception de la circonstance visée à l'article 28, la perte de la qualité de membre du conseil provincial ou du collège des bourgmestre et échevins met fin de plein droit au mandat de conseiller zonal.

Art. 30. Sans préjudice de l'article 28, la démission présentée par un conseiller zonal est introduite par écrit auprès du président du collège. Elle ne devient définitive qu'une fois portée à la connaissance du conseil.

Art. 31. Le conseiller zonal qui veut prendre un congé parental à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, est remplacé à sa demande, adressée par écrit au président du collège, pour une durée maximale de quinze semaines prenant cours au plus tôt la septième semaine qui précède la date présumée de la naissance ou de l'adoption.

Le conseiller zonal empêché pour cause de congé parental, qui demande son remplacement, est remplacé conformément aux dispositions prévues par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 38.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent toutefois qu'à partir de la première séance du conseil suivant celle au cours de laquelle le conseiller empêché a été installé.

Art. 32. Le conseiller zonal qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs de la zone qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui n'est ni membre du personnel de la zone ni membre du personnel communal.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères permettant de bénéficier de l'application du présent article.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller zonal. Elle n'a toutefois pas droit à des jetons de présence.

Art. 33. Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets et les comptes de la zone et visiter les bâtiments et services de la zone.

De jaarlijkse actieplannen worden ter advies voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Afdeling II. — De raad van de zone

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 24. De zone wordt bestuurd door raad. De raad is samengesteld uit één vertegenwoordiger per gemeente. De burgemeester vertegenwoordigt de gemeente van rechtswege. Indien hij verhinderd is, duidt hij een schepen van zijn gemeente aan om hem te vervangen.

In het geval de provincie bijdraagt in de financiering van de zone zoals bedoeld in artikel 67, 3^o, kan de raad beslissen de hoedanigheid van zoneraadslid toe te kennen aan een lid van de provincieraad. De provincieraad duidt daartoe één van zijn leden aan.

Art. 25. De zonecommandant neemt deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem.

Art. 26. De raad is bevoegd voor alle aangelegenheden die niet uitdrukkelijk aan het college werden toegewezen.

De raad is inzonderheid gemachtigd te ontegenen ten algemene nutte, zoals bedoeld in artikel 61, § 1, van de programmawet van 6 juli 1989.

Onderafdeling II. — De zoneraadsleden

Art. 27. De personeelsleden van de zone mogen geen leden van de raad of van het college zijn.

Art. 28. Het mandaat van de leden van de zoneraad vangt aan de eerste werkdag van de derde maand, volgend op de datum van het aantreden van de verkozen gemeenteraadsleden na een volledige vernieuwing, tenzij zij rechtsgeldig vroeger bijeengeroepen zijn of ten laatste de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand waarin de uitslag van hun verkiezing definitief is geworden.

De leden van de zoneraad blijven hun mandaat uitoefenen tot de installatie van de nieuwe raad.

Het lid van de zoneraad dat ontslag neemt, blijft zijn mandaat uitoefenen tot zijn vervanger is beëdigd.

De gemeenteraad kiest een vervanger, die het mandaat voleindigt van het lid van de zoneraad dat hij opvolgt.

Art. 29. Met uitzondering van de omstandigheid bedoeld in artikel 28, leidt het verlies van hoedanigheid van provincieraadslid of van lid van het college van burgemeester en schepenen van rechtswege tot het beëindigen van het mandaat van lid van de zoneraad.

Art. 30. Onverminderd artikel 28 wordt het ontslag van een lid van de zoneraad schriftelijk ingediend bij de voorzitter van het college. Het ontslag wordt definitief zodra het ter kennis gebracht is van de raad.

Art. 31. Het lid van de zoneraad dat ouderschapsverlof wenst te nemen, naar aanleiding van de geboorte of de adoptie van een kind, wordt, op zijn schriftelijk verzoek, gericht aan de voorzitter van het college, vervangen voor een maximale periode van vijftien weken, ten vroegste vanaf de zevende week voor de vermoedelijke datum van de geboorte of van de adoptie.

Het lid van de zoneraad dat verhinderd is naar aanleiding van ouderschapsverlof en om zijn vervanging verzoekt, wordt vervangen overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 38.

Het eerste en tweede lid zijn echter slechts toepasselijk vanaf de eerste raadsvergadering na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd werd.

Art. 32. Het lid van de zoneraad dat ingevolge een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, gekozen uit de zonekiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het zonepersoneel, noch van het gemeentepersoneel.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria die toelaten om op de toepassing van deze bepaling beroep te doen.

Bij het verlenen van die bijstand krijgt de vertrouwenspersoon dezelfde middelen ter beschikking en heeft hij dezelfde verplichtingen als het lid van de zoneraad. Hij heeft evenwel geen recht op presentiegeld.

Art. 33. De gemeenteraadsleden kunnen de begroting en de rekeningen raadplegen en kunnen de gebouwen en de diensten van de zone bezoeken.

Sous-section III. — Des réunions, des délibérations
et des décisions du conseil

Art. 34. Le conseil se réunit aussi souvent que les affaires qui ressortent de sa compétence l'exigent et au moins, une fois par trimestre.

Art. 35. Le conseil est convoqué par le collège. A la demande d'un tiers des membres du conseil, le collège est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art. 36. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins dix jours calendrier avant celui de la réunion; la convocation contient l'ordre du jour.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec clarté.

Les pièces liées aux points figurant à l'ordre du jour sont mises à la disposition sans déplacement des conseillers zonaux dès l'envoi de l'ordre du jour.

Art. 37. Le président du collège, visé à l'article 57, ou celui qui le remplace en application du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 38, préside le conseil. Il ouvre et clôt la séance.

Art. 38. Le conseil arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 39. Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des séances du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage au siège social de la zone visé à l'article 20 ainsi que dans les maisons communales des communes de la zone.

La presse et les habitants intéressés sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour du conseil, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient.

Le règlement d'ordre intérieur arrêté par le conseil peut prévoir d'autres modes de publication.

Art. 40. Aucun acte ni aucune pièce concernant l'administration de la zone ne peut être soustrait à l'examen des conseillers zonaux.

Les conseillers zonaux peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la zone dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur.

Les conseillers ont le droit de poser au collège des questions écrites et orales. Le règlement d'ordre intérieur détermine les conditions d'exercice de ce droit.

Art. 41. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil est convoqué dans les vingt jours. Le conseil pourra cependant délibérer valablement quelle que soit sa composition sur les objets portés une deuxième fois à l'ordre du jour.

Art. 42. Il est interdit à tout conseiller zonal :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation des candidats, de nominations aux emplois, et de poursuites disciplinaires;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à un marché public de travaux, de services ou de fournitures;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la zone de secours. Il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la zone de secours, si ce n'est gratuitement;

4° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel zonal en matière disciplinaire ou dans le cadre d'un recours contre une évaluation;

5° d'intervenir comme délégué ou technicien d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la zone.

Onderafdeling III. — Vergaderingen, beraadslagingen
en besluiten van de raad

Art. 34. De raad vergadert zo vaak als de zaken die tot zijn bevoegdheid horen het vereisen en ten minste één keer per trimester.

Art. 35. De raad wordt bijeengeroepen door het college. Wanneer één derde van de raadsleden het vraagt, is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de aangewezen dag en het aangewezen uur.

Art. 36. Behalve in spoedeisende gevallen geschiedt de oproeping per brief, per drager aan huis, per fax of per e-mail, ten minste tien kalenderdagen vóór de dag van de vergadering; de oproeping vermeldt de agenda.

De agendapunten worden duidelijk omschreven.

Voor elk agendapunt worden alle stukken die erop betrekking hebben, ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de zoneraad vanaf het verzenden van de agenda.

Art. 37. De in artikel 57 bedoelde voorzitter van het college of de persoon die hem vervangt in toepassing van het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 38, zit de raad voor. Hij opent en sluit de vergadering.

Art. 38. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 39. Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de raad worden ter kennis gebracht van het publiek, minstens door aanplakking aan de maatschappelijke zetel van de zone bedoeld in artikel 20, alsook aan de gemeentehuizen van de gemeenten van de zone.

De pers en de belangstellende inwoners worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, op de hoogte gesteld van de agenda van de raad, eventueel tegen betaling van een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de kostprijs.

Het door de raad vastgestelde huishoudelijk reglement kan nog andere wijzen van bekendmaking voorzien.

Art. 40. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de zone mag aan het onderzoek van de leden van de zoneraad worden onttrokken.

De leden van de zoneraad kunnen een afschrift verkrijgen van de akten en stukken betreffende het bestuur van de zone onder de in het huishoudelijk reglement bepaalde voorwaarden.

De raadsleden hebben het recht aan het college schriftelijke en mondelinge vragen te stellen. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder dit recht wordt uitgeoefend.

Art. 41. De raad kan slechts besluit nemen indien de meerderheid van zijn zittinghebbende leden aanwezig is. Indien dit quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe raad bijeengeroepen binnen de twintig dagen. De raad zal toch geldig kunnen beslissen, ongeacht zijn samenstelling, over de onderwerpen die een tweede keer op de agenda geplaatst worden.

Art. 42. Het is elk lid van de zoneraad verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij de beraadslaging over zaken waarbij het een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben. Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen tot bedieningen, en tuchtvervolgingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot de tweede graad;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan een overheidsopdracht van de zone voor aanneming van werken, diensten of leveringen;

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen, tegen de zone ingesteld. Het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de zone te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak, hetzij hij dit kosteloos doet;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid van de zone in tuchtzaken of in het kader van een beroep tegen een evaluatie;

5° op te treden als afgevaardigde of technicus van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de zone.

Art. 43. Les séances du conseil sont publiques.

Toutefois, à l'exception du cas visé à l'article 44, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider du huis clos.

Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce le huis clos.

Sauf en matière disciplinaire ou dans les circonstances spéciales arrêtées par le règlement d'ordre intérieur, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

Art. 44. Au plus tard dix jours calendrier avant la séance au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer à propos du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Art. 45. Le rapport relatif au projet de budget, visé à l'article 44, définit la politique générale et financière de la zone et synthétise la situation de l'administration et des affaires de la zone ainsi que tous les éléments utiles d'information.

Le rapport relatif aux comptes synthétise la gestion des finances de la zone durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil ne délibère, les membres du collège commentent le contenu du rapport.

Art. 46. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion à moins que l'urgence ne le justifie. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des conseillers zonaux présents; leurs noms seront mentionnés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour est remise au président au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée; elle est accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège de faire usage de cette faculté. Le président transmet simultanément les points complémentaires de l'ordre du jour aux conseillers zonaux.

Art. 47. Le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours calendrier au moins avant le jour de la séance et au plus tard, en même temps que l'ordre du jour. Le procès-verbal de la précédente séance est soumis pour approbation au conseil.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, le commandant de zone, visé à l'article 109, est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil. Si la séance se déroule sans observation, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président du collège et le commandant de zone.

Art. 48. Le secrétaire du conseil et du collège est désigné par le conseil. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le président désigne un secrétaire ad hoc.

Art. 49. Le secrétaire est chargé de :

- 1° préparer les réunions du conseil et du collège;
- 2° garantir la publicité de l'administration;
- 3° tenir à jour l'agenda des réunions du conseil et du collège;
- 4° transmettre à l'autorité de tutelle compétente les décisions, les délibérations zonales ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à l'exercice de la tutelle;
- 5° rédiger les procès-verbaux des réunions du conseil et du collège;

Les procès-verbaux sont signés par le secrétaire et le président.

Les procès-verbaux mentionnent l'ensemble des objets discutés ainsi que les suites données aux points à propos desquels aucune décision n'est intervenue.

Art. 43. De vergaderingen van de raad zijn openbaar.

Onder voorbehoud van het geval bedoeld in artikel 44, kan de raad, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, echter beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

De vergadering van de raad is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Uitgezonderd in tuchtzaken of in de door het huishoudelijk reglement vastgelegde bijzondere omstandigheden, kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.

Art. 44. Uiterlijk tien kalenderdagen vóór de vergadering gedurende welke de raad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, doet het college aan elk raadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgezonden zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Art. 45. Het verslag betreffende het ontwerp van begroting, bedoeld in artikel 44, definieert het algemeen en financieel beleid van de zone en bevat een overzicht van de toestand van het bestuur en van de zonezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens.

Het verslag betreffende de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de zonefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de raad beraadslaagt, geven de leden van het college een toelichting bij de inhoud van het verslag.

Art. 46. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen. Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derden van de aanwezige leden van de zoneraad; de namen van die leden zullen in de notulen vermeld worden.

Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk vijf kalenderdagen vóór de vergadering overhandigd worden aan de voorzitter; het is vergezeld van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. Van deze mogelijkheid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van het college. De voorzitter deelt de aanvullende agendapunten onverwijld mee aan de leden van de zoneraad.

Art. 47. De notulen worden ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de vergadering en uiterlijk samen met de agenda ter inzage van de raadsleden gelegd. De notulen van de vorige vergadering worden ter goedkeuring aan de raad voorgelegd.

Elk lid heeft het recht tijdens de vergadering opmerkingen te maken over de redactie van de notulen. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, is de in artikel 109 bedoelde zonecommandant ertoe gehouden tijdens deze vergadering of ten laatste tijdens de volgende vergadering een nieuwe tekst, in overeenstemming met de beslissing van de raad, voor te leggen. Indien er geen opmerkingen worden gemaakt vóór het einde van de vergadering, worden de notulen beschouwd als goedgekeurd en worden zij ondertekend door de voorzitter van het college en de zonecommandant.

Art. 48. De secretaris van de raad en van het college wordt aangewezen door de raad. In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris, wijst de voorzitter een secretaris ad hoc aan.

Art. 49. De secretaris is belast met :

- 1° het voorbereiden van de vergaderingen van de raad en van het college;
- 2° het garanderen van de openbaarheid van bestuur;
- 3° het bijhouden van de agenda van de vergaderingen van de raad en van het college;
- 4° het bezorgen van de beslissingen, de zonale beraadslagingen, alsook van alle nodige stukken voor de uitoefening van het toezicht, aan de bevoegde toezichthoudende overheid;
- 5° het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de raad en van het college.

De notulen worden ondertekend door de secretaris en de voorzitter.

De notulen vermelden alle besproken onderwerpen, alsook het gevolg dat gegeven werd aan de punten waaromtrent geen beslissing genomen werd.

Art. 50. Le président exerce la police de l'assemblée; il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser de la salle tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Art. 51. Chaque conseiller zonal, en ce compris les membres du collège, dispose d'une voix.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, chaque conseiller zonal dispose, lors des votes relatifs à l'établissement du budget, aux modifications budgétaires et aux comptes annuels, d'un nombre de voix proportionnel à la dotation de sa commune à la zone.

Les modalités de calcul de la clef de répartition des votes sont déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 52. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Art. 53. Le conseil vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels. Chaque conseiller zonal peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels. Dans ce cas, le vote sur l'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés.

Art. 54. Sauf lorsque la loi prévoit le recours à un scrutin secret, les membres du conseil votent à haute voix. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Seules les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Section III. — Du collège de la zone de secours

Art. 55. Les membres du collège sont désignés par le conseil en son sein, à la proportionnelle.

Art. 56. Le commandant de zone prend part aux réunions du collège avec voix consultative.

Art. 57. L'élection a lieu par vote secret à la majorité absolue des voix lors de la première séance du conseil.

Sont élus en tant que membres du collège, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Le collège désigne son président.

En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :

1° au candidat qui, au jour de l'élection, est membre du collège. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a été membre du collège sans interruption le plus longtemps;

2° au candidat qui, antérieurement, était membre du collège. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a exercé son mandat sans interruption le plus longtemps, et en cas d'égalité de durée, à celui qui est sorti de charge le plus récemment;

3° au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, est le plus âgé;

4° au moins âgé des candidats qui ont atteint l'âge de soixante ans.

Le mandat de membre du collège prend cours au lendemain de l'élection visée à l'alinéa 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement, le membre du collège est remplacé en application des dispositions prévues par le règlement d'ordre intérieur du collège visé à l'article 59.

Art. 58. Au sein du collège, chaque membre dispose d'une voix.

Art. 59. Le collège arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 60. Le collège se réunit aux jours et heures fixés par le règlement et aussi souvent que l'exige la prompte expédition des affaires.

Les réunions du collège ne sont pas publiques. Seules les décisions sont actées au procès-verbal et au registre des délibérations; elles sont seules susceptibles d'avoir des effets de droit.

Art. 50. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde in de vergadering; hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond ieder persoon uit de zaal doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

Art. 51. Elk lid van de zoneraad, de leden van het college inbegrepen, heeft één stem.

Onverminderd het eerste lid beschikt elk lid van de zoneraad voor de stemming over het opstellen van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen over een gewogen stem in verhouding tot de dotatie van zijn gemeente.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere bepalingen inzake de verdeelsleutel voor de stemmen.

Art. 52. De besluiten worden bij volstreckte meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 53. De raad stemt over de begroting in haar geheel en over de jaarrekeningen in hun geheel. Elk lid van de zoneraad kan echter de afzonderlijke stemming eisen over één of meer artikelen of reeksen van artikelen die het aanwijst, indien het om de begroting gaat of over één of meer artikelen of posten die het aanwijst, indien het om de jaarrekeningen gaat. In dat geval mag over het geheel eerst gestemd worden na de stemming over het artikel of de artikelen, reeksen van artikelen of posten die aldus zijn aangewezen.

Art. 54. Behalve wanneer de wet in een geheime stemming voorziet, stemmen de leden van de raad mondeling. Het huishoudelijk reglement kan een regeling invoeren die gelijkwaardig is met een mondelinge stemming. Alleen de benoemingen tot ambten, de in beschikbaarheidsstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming, bij volstreckte meerderheid van stemmen.

Afdeling III. — Het College van de hulpverleningszone

Art. 55. Het college is proportioneel samengesteld uit leden die door de raad onder zijn leden werden gekozen.

Art. 56. De zonecommandant neemt deel aan de vergaderingen van het college met raadgevende stem.

Art. 57. De verkiezing gebeurt tijdens de eerste bijeenkomst van de zoneraad bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid van de stemmen.

De kandidaten die de meeste stemmen behaald hebben, worden verkozen als leden van het college.

Het college wijst zijn voorzitter aan.

In geval van staking van stemmen wordt de voorkeur gegeven zoals hierna bepaald :

1° aan de kandidaat die, op de dag van de verkiezing reeds lid van het college is. Wanneer twee of meer kandidaten zich in deze omstandigheden bevinden, wordt de voorkeur gegeven aan diegene die het langst zonder onderbreking in het college zetelt;

2° aan de kandidaat die lid was van het voorafgaand college. Wanneer twee of meer kandidaten zich in deze omstandigheden bevinden, wordt de voorkeur gegeven aan diegene die zijn mandaat het langst zonder onderbreking heeft uitgevoerd, en ingeval van gelijkheid van duur, aan de kandidaat wiens mandaat meest recent beëindigd is;

3° aan de kandidaat die, zonder de leeftijd van zestig jaar bereikt te hebben, de oudste is;

4° aan de jongste kandidaat wanneer alle kandidaten de leeftijd van zestig jaar bereikt hebben.

Het mandaat van lid van het college loopt vanaf de dag na de verkiezing bedoeld in het eerste lid.

In geval van afwezigheid of verhindering wordt het lid van het college vervangen met toepassing van de bepalingen voorzien in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 59.

Art. 58. Binnen het college heeft elk lid één stem.

Art. 59. Het college stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 60. Het college vergadert op de dagen en uren door het reglement bepaald, en zo dikwijls de spoedige afdoening van de zaken het vereist.

De vergaderingen van het college zijn niet openbaar. Alleen de beslissingen worden opgenomen in de notulen en in het register van de beraadslagingen. Alleen deze beslissingen kunnen rechtsgevolgen hebben.

La convocation aux réunions extraordinaires se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins deux jours calendrier avant celui de la réunion.

Toutefois, en cas d'urgence, le président du collège reste juge du jour et de l'heure de la réunion.

Art. 61. Le collège ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions du collège sont prises à la majorité des voix.

En cas de parité de voix, le collège reporte l'affaire à une prochaine réunion. Si la majorité des voix du collège a déclaré au préalable urgent le traitement de l'affaire, ou si l'affaire avait été reportée lors d'une réunion précédente après parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 62. Les règles visées à l'article 42 sont applicables aux membres du collège

Art. 63. Outre les missions qui lui sont confiées par le conseil, le collège est chargé :

- 1° de la publication et de l'exécution des décisions du conseil zonal;
- 2° de l'administration des bâtiments et propriétés de la zone;
- 3° de la gestion des revenus, de l'ordonnancement des dépenses de la zone;
- 4° de la surveillance de la comptabilité;
- 5° de la direction des travaux menés au sein de la zone;
- 6° de la surveillance du personnel administratif et opérationnel de la zone;
- 7° de la représentation de la zone lors de la conclusion de conventions auxquelles celle-ci est partie;
- 8° de l'exécution des obligations découlant du statut d'employeur de la zone;
- 9° de la représentation de la zone en justice.

Les attributions visées à l'alinéa 1^{er}, 7° et 9°, ne peuvent être exercées qu'après autorisation par le conseil.

Section IV. — De la commission technique

Art. 64. Il est créé au sein de chaque zone une commission technique.

Art. 65. La commission technique est notamment composée des officiers responsables des postes de la zone ainsi que du commandant de zone lequel en assure la présidence.

Le conseil arrête, en outre, la composition et l'organisation pratique de la commission technique sur proposition du commandant de zone.

Art. 66. La commission technique assiste le commandant de zone lors de la rédaction du programme de politique générale visé à l'article 23, en ce compris l'établissement du programme d'acquisition de matériel visé à l'article 118.

Elle a en outre une compétence d'avis à la demande des organes de la zone en matière d'organisation opérationnelle de la zone.

CHAPITRE II. — Du financement de la zone de secours

Art. 67. Les zones de secours sont financées par :

- 1° les dotations des communes de la zone;
- 2° les dotations fédérales;
- 3° les éventuelles dotations provinciales;
- 4° les rétributions des missions dont le Roi autorise la récupération;
- 5° des sources diverses.

Aussi longtemps que le ratio entre les moyens des autorités communales et fédérale prévus en application de cette loi, n'est pas égal à un, les communes d'une zone ne devront pas, ensemble, contribuer davantage en termes réels que leur apport actuel. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avoir entendu les représentants des villes et communes, ce ratio au 31 décembre 2007 ainsi que les postes des revenus et des dépenses qui entrent en ligne de compte pour calculer ce ratio.

De oproeping voor de buitengewone vergaderingen geschiedt schriftelijk, per drager, per fax of per e-mail, ten minste twee kalenderdagen vóór de dag van de vergadering.

In spoedeisende gevallen echter staat het aan de voorzitter van het college vrij dag en uur van de vergadering vast te stellen.

Art. 61. Het college kan enkel geldig beraadslagen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De besluiten van het college worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen verdaagt het college de zaak tot een volgende vergadering. Indien de meerderheid van het college vóór de behandeling de zaak spoedeisend heeft verklaard of indien de zaak verdaagd werd tijdens een vorige vergadering na staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 62. De in artikel 42 bedoelde regels zijn van toepassing op de leden van het college.

Art. 63. Naast de hem door de raad toevertrouwde opdrachten is het college belast met :

- 1° de bekendmaking en de uitvoering van de besluiten van de zoneraad;
- 2° het beheer van de gebouwen en eigendommen van de zone;
- 3° het beheer van de inkomsten, de ordonnanciering van de uitgaven van de zone;
- 4° de controle op de boekhouding;
- 5° de leiding van de werken binnen de zone;
- 6° het toezicht op het administratieve en operationele personeel van de zone;
- 7° de vertegenwoordiging van de zone bij het afsluiten van overeenkomsten waarbij de zone betrokken partij is;
- 8° de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het werkgeversstatuut van de zone;
- 9° de vertegenwoordiging van de zone bij rechtsgedingen.

De in het eerste lid, 7° en 9°, bedoelde bevoegdheden kunnen slechts uitgeoefend worden na goedkeuring door de raad.

Afdeling IV. — Technische commissie

Art. 64. Binnen elke zone wordt een technische commissie opgericht.

Art. 65. De technische commissie bestaat onder meer uit de officieren verantwoordelijk voor de posten van de zone, alsook uit de zonecommandant, die het voorzitterschap ervan verzekert.

De raad stelt bovendien de samenstelling en de praktische organisatie van de technische commissie vast op voorstel van de zonecommandant.

Art. 66. De technische commissie staat de zonecommandant bij voor het opstellen van het beleidsplan bedoeld in artikel 23, hierin inbegrepen de opstelling van het aankoopprogramma voor materieel zoals bedoeld in artikel 118.

De commissie heeft bovendien een adviesbevoegdheid inzake de operationele organisatie van de zone, op verzoek van de organen van de zone.

HOOFDSTUK II. — Financiering van de hulpverleningszone

Art. 67. De zones worden gefinancierd door :

- 1° de dotaties van de gemeenten van de zone;
- 2° de federale dotaties;
- 3° de eventuele provinciale dotaties;
- 4° de vergoedingen van de opdrachten waarvan de Koning de terugvordering machtigt;
- 5° diverse bronnen.

Zolang de verhouding tussen de middelen die voor de toepassing van deze wet worden voorzien door de gemeenten en federale overheid niet gelijk is aan één, zullen de gemeenten van een zone, samen, in reële termen niet meer bijdragen dan hun actuele bijdrage. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de vertegenwoordigers van de steden en gemeenten gehoord, deze verhouding op 31 december 2007 alsook de inkomsten- en uitgavenposten die worden in aanmerking genomen om de verhouding te berekenen.

La dotation communale visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, peut être diminuée en proportion de la dotation provinciale visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 68. § 1^{er}. La dotation communale est inscrite dans les dépenses de chaque budget communal. Elle est payée au moins par douzième.

§ 2. Les dotations des communes de la zone sont fixées chaque année par une délibération du conseil, sur la base de l'accord intervenu entre les différents conseils communaux concernés.

A défaut d'un tel accord, la dotation de chaque commune est fixée par le conseil conformément aux modalités de calcul et de paiement des dotations communales déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les modalités de calcul des dotations sont fixées en tenant compte des critères suivants pour chaque commune :

- la population résidentielle et active;
- la superficie;
- le revenu cadastral;
- le revenu imposable;
- les risques présents sur le territoire de la commune.

Art. 69. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour la fixation et le versement de la dotation fédérale, qui est payée au moins par douzième.

Les modalités de calcul des dotations fédérales sont fixées en tenant compte des critères suivants pour chaque zone :

- la population résidentielle et active;
- la superficie;
- le revenu cadastral;
- le revenu imposable;
- les risques présents sur le territoire de la zone.

Art. 70. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les limites des lois budgétaires et aux conditions qu'il détermine, intervenir dans le financement de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale par l'octroi de subsides ou une dotation spécifique.

Art. 71. Les arrêtés royaux visés aux articles 67 à 70 sont confirmés par une loi au plus tard dans les six mois de leur entrée en vigueur.

À défaut de confirmation dans ce délai, ils cessent de produire leurs effets.

Art. 72. Si, après le tarissement des moyens visés à l'article 67, la zone ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour couvrir les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions, la différence est supportée par les communes de la zone selon la clef de répartition visée à l'article 68.

CHAPITRE III. — *De la gestion budgétaire, financière et comptable*

Section 1^{re}. — Du comptable spécial

Art. 73. Les recettes et les dépenses de la zone sont effectuées par un comptable spécial.

Le Roi détermine les conditions d'accès à la fonction de comptable spécial.

La même personne peut être le comptable spécial de plusieurs zones.

Art. 74. Le Roi fixe les règles pour l'exercice de la fonction de comptable spécial.

Art. 75. § 1^{er}. Le comptable spécial est désigné par le collège.

Le comptable spécial prête le serment suivant entre les mains du président du collège : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Il en est dressé procès-verbal.

Le comptable spécial qui, sans motif légitime, ne prête pas serment après avoir été invité à le faire lors de la plus proche réunion du collège par une lettre recommandée à la poste, est réputé renoncer à sa nomination.

De in het eerste lid, 1^o, bedoelde gemeentelijke dotatie kan vermindert worden, naar rato van de in het eerste lid, 3^o bedoelde provinciale dotaties.

Art. 68. § 1. De gemeentelijke dotatie wordt ingeschreven in de uitgaven van elke gemeentebegroting. Zij wordt ten minste in twaalfden uitbetaald.

§ 2. De dotaties van de gemeenten van de zone worden jaarlijks vastgelegd door de raad op basis van een akkoord, bereikt tussen de verschillende betrokken gemeenteraden.

Bij gebrek aan dergelijk akkoord, wordt de dotatie van elke gemeente vastgesteld door de raad volgens de nadere bepalingen voor berekening en betaling van de gemeentelijke dotaties bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de gemeentelijke dotaties worden vastgesteld rekening houdende met de volgende criteria voor elke gemeente :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de gemeente.

Art. 69. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere bepalingen voor de vaststelling en betaling van de federale dotatie, die ten minste in twaalfden uitbetaald wordt.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de federale dotaties worden vastgesteld, rekening houdende met de volgende criteria voor elke zone :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de zone.

Art. 70. De Koning kan, binnen de grenzen van de begrotingswetten en onder de door Hem te bepalen voorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tussenkomen in de financiering van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad via de toekenning van subsidies of een specifieke dotatie.

Art. 71. De besluiten bedoeld in de artikelen 67 tot 70 worden ten laatste binnen de zes maanden na hun inwerkingtreding bekrachtigd door een wet.

Bij gebrek aan bekrachtiging binnen deze termijn, houden deze besluiten op uitwerking te hebben.

Art. 72. Als, na uitputting van de middelen bedoeld in artikel 67, de zone niet over voldoende financiële middelen beschikt om de noodzakelijke uitgaven ter uitvoering van haar opdrachten te dekken, wordt het tekort gedragen door de gemeenten van de zone volgens de verdeelsleutel bedoeld in artikel 68.

HOOFDSTUK III. — *Budgettaire, financieel en boekhoudkundig beheer*

Afdeling I. — Bijzondere rekenplichtige

Art. 73. De ontvangsten en uitgaven van de zone worden gedaan door een bijzondere rekenplichtige.

De Koning bepaalt de voorwaarden tot aanstelling van de bijzondere rekenplichtige.

Dezelfde persoon kan bijzondere rekenplichtige zijn van meerdere zones.

Art. 74. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitoefening van het ambt van bijzondere rekenplichtige.

Art. 75. § 1. De bijzondere rekenplichtige wordt aangewezen door het college.

De bijzondere rekenplichtige legt de volgende eed af in handen van de voorzitter van het college : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ».

Daarvan wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De bijzondere rekenplichtige die, zonder geldige reden, de eed niet aflegt nadat hij per bij de post aangetekende brief uitgenodigd werd om dat te doen tijdens de eerstkomende vergadering van het college, wordt geacht af te zien van zijn benoeming.

§ 2. Le comptable spécial est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'encaisser les recettes de la zone et d'acquitter, sur mandats réguliers, les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence soit du montant spécial de chaque article du budget, du crédit spécial ou du crédit provisoire, soit du montant des allocations transférées conformément à l'article 95.

§ 3. Dans les cas où il y aurait de la part du comptable spécial refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat sur l'exécutoire du gouverneur, qui convoque le comptable spécial et l'entend préalablement.

Art. 76. Sans préjudice des articles 73 et 75, § 2, peuvent être versés directement au compte ouvert au nom de la zone bénéficiaire auprès d'institutions financières qui satisfont, selon le cas, aux articles 7, 65 et 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit :

1° les dotations, les subsides, les subventions et les interventions dans les dépenses des zones;

2° le montant de leur quote-part dans les fonds institués par la loi, le décret ou l'ordonnance, au profit des zones, et, en général, toutes les sommes attribuées à titre gratuit aux zones par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces et les communes.

Les institutions financières visées à l'alinéa 1^{er} sont autorisées à prélever d'office, sur l'avoir du ou des comptes qu'elles ont ouverts au nom de la zone, le montant des dettes exigibles que cette zone a contractées envers elles.

Art. 77. § 1^{er}. Le comptable spécial est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou plusieurs hypothèques à moins qu'il n'ait constitué un cautionnement similaire au titre de receveur d'une commune ou d'un centre public d'action sociale, receveur régional ou comptable spécial d'une zone de police ou d'une autre zone de secours.

Le Roi fixe le montant minimum et maximum de ce cautionnement.

Lors de la première réunion faisant suite à la désignation du comptable spécial, le conseil fixe le montant du cautionnement qu'il doit constituer, ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la caisse des dépôts et consignations; l'intérêt qu'il porte appartient au comptable spécial.

Les actes de cautionnement sont passés, sans frais pour la zone, par acte authentique en présence du collègue.

S'il y a lieu de payer des droits d'enregistrement, ceux-ci sont réduits au droit fixe général et sont à charge du comptable spécial.

§ 2. Le comptable spécial peut remplacer le cautionnement, soit par une garantie bancaire ou une assurance qui répond aux modalités fixées par le Roi, soit par la caution solidaire d'une association agréée par le Roi.

Cette association agréée revêt la forme d'une société coopérative.

L'arrêté d'agrément de l'association ainsi que les statuts approuvés sont publiés au *Moniteur belge*.

L'association peut contrôler la caisse et la comptabilité du comptable spécial dont elle s'est portée garante, moyennant l'accord du collègue sur les dispositions contractuelles établissant ce droit et les modalités d'exercice de celui-ci.

§ 3. Le collègue veille à ce que le cautionnement du comptable spécial soit réellement fourni et renouvelé en temps requis.

§ 4. Le comptable spécial qui n'aura pas fourni son cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'aura pas justifié ce retard par des motifs suffisants, sera considéré comme démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

§ 5. Tous les frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du comptable spécial.

§ 6. En cas de déficit dans la caisse de la zone, celle-ci dispose d'un privilège sur le cautionnement du comptable spécial.

Art. 78. Le comptable spécial exerce ses fonctions de façon indépendante sous l'autorité du collègue.

Art. 79. L'indemnité du comptable spécial est fixée par le conseil dans les limites et conditions arrêtées par le Roi.

§ 2. De bijzondere rekenplichtige heeft tot taak om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de zone te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope, hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, van het bijzonder krediet of van het voorlopig krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 95 overgeschreven kredieten.

§ 3. Indien de bijzondere rekenplichtige weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling vervolgd, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de gouverneur, die de bijzondere rekenplichtige oproept en hem vooraf hoort, indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Art. 76. Onverminderd de artikelen 73 en 75, § 2, mogen rechtstreeks gestort worden op de rekening geopend namens de gerechtigde zone bij financiële instellingen die voldoen, naargelang van het geval, aan de artikelen 7, 65 en 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen :

1° de dotaties, de subsidies, de toelagen en de bijdragen in de uitgaven van de zones;

2° het bedrag van hun aandeel in de bij de wet, het decreet of de ordonnantie ten voordele van de zones ingestelde fondsen en in het algemeen alle sommen die de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten om niet verlenen aan de zones.

De in het eerste lid bedoeld financiële instellingen worden gerechtigd om het bedrag van de opeisbare schulden, door de zone tegenover hen aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de rekening(en) die zij ten behoeve van deze zone hebben geopend.

Art. 77. § 1. De bijzondere rekenplichtige is verplicht tot waarborg van zijn beheer, een zekerheid in geld, in effecten of in de vorm van één of meerdere hypotheeken te stellen, tenzij hij al een waarborg gesteld heeft in zijn hoedanigheid van ontvanger van een gemeente of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van gewestelijk ontvanger of van bijzondere rekenplichtige van een politiezone of van een andere zone.

De Koning bepaalt het minimale en maximale bedrag van die zekerheid.

De raad stelt, op de eerstvolgende vergadering na de aanwijzing van de bijzondere rekenplichtige, het bedrag vast van de zekerheid die deze moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

De zekerheid wordt bij de deposito- en consignatiekas gedeponneerd; de rente die zij opbrengt, komt aan de bijzondere rekenplichtige toe.

De akten van zekerheidsstelling worden, zonder kosten voor de zone, bij authentieke akte voor het college verleden.

Indien er registratierechten verschuldigd zijn, worden deze teruggebracht tot het algemeen vast recht en zijn zij ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

§ 2. De bijzondere rekenplichtige mag de zekerheidsstelling vervangen door, hetzij een bankwaarborg of verzekering die beantwoordt aan de modaliteiten door de Koning bepaald, hetzij de hoofdelijke borgstelling van een vereniging die door de Koning is erkend.

Deze erkende vereniging moet de vorm van een coöperatieve vennootschap aannemen.

Het besluit tot erkenning van de vereniging alsmede de goedgekeurde statuten worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De vereniging kan de kas en de boekhouding controleren van de bijzondere rekenplichtige voor wie ze zich borg heeft gesteld, mits het college instemt met de contractuele bepalingen waarbij dit recht wordt gevestigd en met de wijze waarop dit recht wordt uitgeoefend.

§ 3. Het college zorgt ervoor dat de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige werkelijk gesteld en te bekwaamere tijd wordt vernieuwd.

§ 4. De bijzondere rekenplichtige die zijn zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn verschaft en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

§ 5. Alle kosten betreffende de vestiging van de zekerheid komen ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

§ 6. Is er een tekort in de kas van de zone, dan heeft de zone een voorrecht op de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige.

Art. 78. De bijzondere rekenplichtige oefent zijn functie onafhankelijk uit onder gezag van het college.

Art. 79. De vergoeding van de bijzondere rekenplichtige wordt door de raad vastgelegd, binnen de door de Koning bepaalde grenzen en voorwaarden.

Art. 80. § 1^{er}. En cas d'absence du comptable spécial, sa fonction est assurée par un remplaçant désigné par le collège, sur proposition du comptable spécial, sous sa responsabilité, pour une période de maximum trente jours.

Ce remplacement peut, pour une même absence, être prolongé deux fois pour un même délai maximum.

§ 2. Dans tous les autres cas, le conseil désigne un comptable spécial faisant fonction qui satisfait aux conditions pour être désigné comptable spécial.

Le comptable spécial faisant fonction exerce toutes les compétences du comptable spécial.

§ 3. En cas de remplacement du comptable spécial, son indemnité est octroyée à son remplaçant.

Art. 81. Le comptable spécial peut être entendu par le collège et le conseil sur toutes les questions qui ont une incidence financière ou budgétaire.

Art. 82. § 1^{er}. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le comptable spécial cesse définitivement d'exercer ses fonctions, lors de l'installation et de la cessation des fonctions du comptable spécial faisant fonction ainsi que dans le cas visé à l'article 80 § 2, alinéa 2.

§ 2. Le compte de fin de gestion du comptable spécial, accompagné, s'il y a lieu, de ses observations ou, en cas de décès, de celles de ses ayants-cause, est soumis par le collège au conseil qui l'arrête et déclare le comptable spécial quitte ou fixe un débet.

La décision par laquelle le compte de fin de gestion est définitivement arrêté est notifiée, sous pli recommandé à la poste, au comptable spécial ou, en cas de décès, à ses ayants droit, par les soins du collège, accompagnée, s'il y a lieu, d'une invitation à solder le débet.

§ 3. La décision qui arrête définitivement le compte de fin de gestion et déclare le comptable spécial définitivement quitte emporte de plein droit la restitution du cautionnement.

§ 4. La décision visée au § 3 est soumise aux modalités de tutelle visées aux articles 145 à 147.

Section II. — De la gestion budgétaire et financière

Sous-section I^{re}. — Des biens et revenus de la zone

Art. 83. Les libéralités faites par actes entre vifs sont toujours acceptées provisoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1931 portant extension à toutes les personnes morales du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs.

Art. 84. § 1^{er}. Le conseil arrête les conditions de location et de tout autre usage des produits et revenus des propriétés et droits de la zone.

§ 2. Le conseil accorde, s'il y a lieu, aux locataires de la zone les remises qu'ils demandent, soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité.

Art. 85. Le conseil choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et en fixe les conditions.

Il peut déléguer ces pouvoirs au collège pour les marchés relatifs à la gestion journalière de la zone, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

Sous-section II. — Du budget de la zone

Art. 86. Le budget de la zone est élaboré par le collège et approuvé par le conseil, conformément aux normes budgétaires minimales arrêtées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 80. § 1. In geval van afwezigheid van de bijzondere rekenplichtige wordt zijn functie waargenomen door een door het college aangewezen vervanger, op voordracht van de bijzondere rekenplichtige, onder zijn verantwoordelijkheid, voor een periode van maximaal dertig dagen.

Die vervanging kan, voor éénzelfde afwezigheid, tweemaal met ten hoogste dezelfde termijn verlengd worden.

§ 2. In alle andere gevallen wijst de raad een waarnemende bijzondere rekenplichtige aan die voldoet aan de voorwaarden om tot bijzondere rekenplichtige aangewezen te worden.

De waarnemende bijzondere rekenplichtige oefent alle bevoegdheden van de bijzondere rekenplichtige uit.

§ 3. In geval van vervanging van de bijzondere rekenplichtige wordt zijn vergoeding aan zijn vervanger uitgekeerd.

Art. 81. De bijzondere rekenplichtige kan gehoord worden door het college en de raad over alle kwesties die een financiële of budgettaire weerslag hebben.

Art. 82. § 1. Er wordt een eindrekening gemaakt wanneer de bijzondere rekenplichtige zijn ambt definitief neerlegt, bij de ambtsaanvaarding en de ambtsneerlegging van de waarnemende bijzondere rekenplichtige en in het geval bedoeld in artikel 80, § 2, tweede lid.

§ 2. Het college legt de eindrekening van de bijzondere rekenplichtige, in voorkomend geval samen met diens opmerkingen of, zo hij overleden is, die van zijn rechtverkrijgenden, voor aan de raad die de eindrekening afsluit en de bijzondere rekenplichtige kwijting verleent of een tekort vaststelt.

De beslissing waarmee de eindrekening wordt afgesloten, wordt door het college bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de bijzondere rekenplichtige of, zo hij overleden is, aan zijn rechtverkrijgenden; in voorkomend geval wordt daarbij een verzoek gevoegd om het tekort te vereffenen.

§ 3. De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten en aan de bijzondere rekenplichtige kwijting wordt verleend, brengt van rechtswege de teruggave van de zekerheid mee.

§ 4. De beslissing bedoeld in § 3 is onderworpen aan de modaliteiten van toezicht bedoeld in de artikelen 145 tot 147.

Afdeling II. — Budgettair en financieel beheer

Onderafdeling I. — Goederen en inkomsten van de zone

Art. 83. De giften bij akte onder de levenden worden altijd voorlopig aangenomen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 juli 1931 betreffende de uitbreiding tot alle rechtspersonen van het voordeel van de voorlopige aanvaarding van bij akten gedane schenkingen onder de levenden.

Art. 84. § 1. De raad bepaalt de voorwaarden van de huur en van elk ander gebruik van de opbrengsten en inkomsten van de eigendommen en rechten van de zone.

§ 2. De raad verleent, in voorkomend geval, aan de huurders van de zone de door hen aangevraagde kwijtscheldingen waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract, dan wel op gronden van billijkheid.

Art. 85. De raad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund en stelt de voorwaarden vast.

Hij kan die bevoegdheden voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks beheer van de zone overdragen aan het college, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting ingeschreven kredieten.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het college, op eigen initiatief, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden van de raad uitoefenen. Zijn besluit wordt meegedeeld aan de raad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

Onderafdeling II. — Begroting van de zone

Art. 86. De begroting van de zone wordt opgemaakt door het college en goedgekeurd door de raad, overeenkomstig de minimale budgettaire normen, vastgelegd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 87. L'exercice financier des zones correspond à l'année civile.

Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les droits acquis à la zone et les engagements pris à l'égard de ses créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés.

Art. 88. Chaque année, au cours du premier trimestre, le conseil se réunit pour procéder au règlement des comptes annuels de l'exercice précédent.

Ces comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultat et le bilan.

Le rapport visé à l'article 44, alinéa 2, est joint aux comptes.

Art. 89. Le conseil se réunit chaque année dans le courant du mois d'octobre pour délibérer au sujet du budget des dépenses et des recettes de la zone pour l'exercice suivant.

Art. 90. Les budgets et les comptes sont déposés au siège de la zone visé à l'article 20, et à la maison communale de chaque commune qui fait partie de la zone, où quiconque peut toujours en prendre connaissance sans déplacement.

Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collège dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le conseil. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

Art. 91. Toute allocation pour dépense facultative qui aura été réduite par l'autorité de tutelle ne pourra être dépensée par le collège sans une nouvelle délibération du conseil qui l'y autorise.

Art. 92. Aucun paiement sur la caisse de la zone ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budget, d'un crédit spécial ou d'un crédit provisoire alloué dans les conditions et limites fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les membres du collège sont personnellement responsables des dépenses engagées ou mandatées par eux contrairement à l'alinéa 1^{er}.

Art. 93. § 1^{er}. Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, et aucun transfert ne peut avoir lieu.

§ 2. Néanmoins, lorsqu'à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement et effectivement contractés en faveur des créanciers de la commune, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décision du collège qui sera annexée au compte de l'exercice clos.

Il peut être disposé des allocations ainsi transférées sans nouvelle décision du conseil.

Art. 94. Le conseil peut toutefois pourvoir à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues en prenant à ce sujet une résolution motivée.

Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil qui délibère s'il admet ou non la dépense.

Les membres du collège qui auraient mandaté des dépenses payées en exécution des alinéas 1^{er} et 2 mais rejetées des comptes définitifs, sont personnellement tenus d'en verser le montant à la caisse de la zone.

Art. 95. Les mandats sur la caisse de la zone, ordonnancés par le collège, sont signés par le président du collège; ils sont contresignés par le commandant de la zone.

Art. 96. En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des zones ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire qui suit la mise en place de la zone de secours, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictif.

Art. 97. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à charge de la zone et spécialement les suivantes :

1° les contributions assises sur les biens de la zone;

Art. 87. Het financiële dienstjaar van de zones komt overeen met het burgerlijk jaar.

Behoren tot een dienstjaar alleen de rechten verkregen door de zone en de verplichtingen aangegaan ten opzichte van de schuldeisers tijdens dit dienstjaar, ongeacht het dienstjaar waarin zij worden vereffend.

Art. 88. De raad vergadert in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar vast te stellen.

Die rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans.

Het in artikel 44, tweede lid, bedoelde verslag wordt bij de rekeningen gevoegd.

Art. 89. De raad vergadert ieder jaar in de loop van de maand oktober om te beraadslagen over de begroting van uitgaven en ontvangsten van de zone voor het volgende dienstjaar.

Art. 90. De begrotingen en rekeningen worden neergelegd op de zetel van de zone, bedoeld in artikel 20, en op het gemeentehuis van elke gemeente die deel uitmaakt van de zone, waar eenieder er altijd ter plaatse kennis kan van nemen.

Op die mogelijkheid tot inzage wordt gewezen door middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college worden aangebracht binnen een maand nadat de begrotingen en rekeningen door de raad zijn aangenomen. Dat bericht blijft ten minste tien dagen aangeplakt.

Art. 91. Wanneer een post voor een niet-verplichte uitgave door de toezichthoudende overheid verminderd is, mag het college de uitgaven niet doen zonder een nieuw besluit van de raad dat daartoe machtiging verleent.

Art. 92. Geen betaling uit de kas van de zone mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomende post, op grond van een bijzonder krediet of op grond van een voorlopig krediet toegestaan onder de voorwaarden en binnen de grenzen die de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt.

De leden van het college zijn persoonlijk aansprakelijk voor de uitgaven die zij in strijd met het eerste lid hebben gedaan of bevolen.

Art. 93. § 1. Geen artikel van de uitgaven van de begroting mag worden overschreden en geen en hele overschrijving mag geschieden.

§ 2. Wanneer echter bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig en werkelijk aangegane verbanden tegenover schuldeisers van de gemeente, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de uitgave te vereffenen naar het volgende dienstjaar overgeschreven door middel van een beslissing van het college; deze laatste moet bij de rekening over het afgesloten dienstjaar worden gevoegd.

Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de raad.

Art. 94. De raad kan echter voorzien in uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist, mits hij daartoe een met redenen omkleed besluit neemt.

Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de raad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt.

De leden van het college die uitgaven bevolen hebben in de gevallen bedoeld in het eerste en tweede lid, die echter afgewezen zijn op de definitief afgesloten rekeningen, zijn er persoonlijk toe gehouden het bedrag in de kas van de zone te storten.

Art. 95. De bevelschriften tot betaling uit de kas van de zone, afgegeven door het college, worden ondertekend door de voorzitter van het college; zij worden medeondertekend door de zonecommandant.

Art. 96. De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de zones mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar dat volgt op de oprichting van de zone, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen.

Art. 97. De raad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten aan de zone zijn opgelegd, en inzonderheid de volgende :

1° de belastingen op de goederen van de zone;

2° les dettes de la zone, liquides et exigibles, et celles résultant de condamnations judiciaires à sa charge;

3° les traitements du commandant de zone et du personnel administratif et opérationnel de la zone;

4° les frais de bureau du siège social de la zone;

5° l'entretien des bâtiments de la zone ou le loyer des bâtiments qui en tiennent lieu;

6° les frais d'impression nécessaires pour la comptabilité zonale;

7° les pensions à charge de la zone.

Art. 98. Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette de la zone qui est reconnue et exigible, ou qui résulte d'une décision en dernier ressort d'une juridiction administrative ou judiciaire, le conseil propose les moyens d'y suppléer.

Art. 99. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget, en les spécifiant, toutes les recettes quelconques de la zone, ainsi que celles que la loi lui attribue et les excédents des exercices antérieurs.

CHAPITRE IV. — *Du personnel*

Art. 100. La zone gère le recrutement, la nomination et la carrière de son personnel.

Art. 101. Le personnel de la zone est composé de deux cadres : un cadre administratif et un cadre opérationnel.

Art. 102. Le Roi fixe, après délimitation des zones, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le cadre minimal du personnel administratif et opérationnel des zones.

La zone procède, dans les limites fixées par le Roi, à l'adaptation du cadre en fonction des résultats de l'analyse des risques et des priorités établies par le programme de politique générale visé à l'article 23.

Art. 103. Le cadre opérationnel de la zone est composé de pompiers volontaires et/ou de pompiers professionnels.

Les pompiers volontaires sont ceux pour lesquels la fonction de pompier ne constitue pas leur activité à titre principal.

Les pompiers professionnels sont les pompiers qui sont employés à titre principal par la zone.

Art. 104. La zone propose à l'employeur privé ou public d'un membre volontaire de son personnel opérationnel la conclusion d'une convention précisant les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation du membre volontaire.

Les modalités de conclusion et le contenu d'une telle convention sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 105. Le cadre administratif de la zone est composé d'agents statutaires ou contractuels.

Art. 106. Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel administratif et opérationnel des zones, en ce compris la formation.

Ce statut tient compte des risques spécifiques inhérents aux missions principales du personnel opérationnel des zones de secours.

CHAPITRE V. — *De l'autorité et de la direction*

Section I^{re}. — Des compétences générales des communes et des provinces

Art. 107. Pour l'exécution de ses missions en matière de sécurité sur le territoire de sa commune, le bourgmestre peut faire appel aux moyens des postes des zones.

A cette fin, il adresse une demande au commandant de zone afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires.

Les postes de la zone ou des zones sont placés dans ce cadre sous l'autorité du bourgmestre.

Art. 108. Pour l'exécution de ses missions en matière de sécurité sur le territoire de sa province, le gouverneur ainsi que le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, peut faire appel aux zones. A cette fin, il adresse une demande au commandant de zone

2° de vaststaande en opeisbare schulden van de zone, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen;

3° de wedden van de zonecommandant en van het administratief en operationeel personeel van de zone;

4° de kantoorkosten van de centrale zetel van de zone;

5° het onderhoud van de zonegebouwen of de huur van de gebouwen die tot zonegebouw dienen;

6° de kosten van het drukwerk benodigd voor de boekhouding van de zone;

7° de pensioenen ten laste van de zone.

Art. 98. Indien de op de begroting gebrachte ontvangsten niet toereikend zijn tot betaling van een zoneschuld die erkend en opeisbaar is of die voortvloeit uit een beslissing in laatste aanleg gewezen door een gewoon of administratief gerecht, stelt de raad middelen voor om daarin te voorzien.

Art. 99. De raad is verplicht jaarlijks alle ontvangsten van de zone, onder nadere omschrijving, op de begroting te brengen, evenals die welke de wet haar toekent, alsmede de overschotten van de vorige dienstjaren.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 100. De zone beheert de aanwerving, de benoeming en de loopbaan van haar personeel.

Art. 101. Het personeel van de zone bestaat uit twee kaders : een administratief kader en een operationeel kader.

Art. 102. De Koning bepaalt, na afbakening van de zones, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het algemeen minimaal kader van het administratief en operationeel personeel van de zones.

De zone gaat, binnen de door de Koning vastgelegde grenzen, over tot de aanpassing van het kader naar gelang van de resultaten van de risicoanalyse en van de prioriteiten vastgelegd door het in artikel 23 bedoelde algemeen beleidsprogramma.

Art. 103. Het operationeel kader van de zone is samengesteld uit vrijwillige en/of beroepsbrandweermannen.

De vrijwillige brandweermannen zijn diegenen voor wie de functie van brandweerman niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

De beroepsbrandweermannen zijn de brandweermannen die als hoofdberoep door de zone tewerkgesteld zijn.

Art. 104. De zone stelt aan de private of overheidswerkgever van een vrijwillig operationeel personeelslid voor om een overeenkomst af te sluiten waarin de modaliteiten van de operationele beschikbaarheid en de beschikbaarheid voor de opleiding van het vrijwillige lid verduidelijkt worden.

De modaliteiten inzake het afsluiten van een dergelijke overeenkomst en de inhoud ervan worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 105. Het administratief kader van de zone is samengesteld uit vastbenoemde of uit contractuele ambtenaren.

Art. 106. De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het administratief en geldelijk statuut van het administratief en operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding.

Dat statuut houdt rekening met de specifieke risico's inherent aan de hoofdopdrachten van het operationeel personeel van de hulpverleningszones.

HOOFDSTUK V. — *Gezag en leiding*

Afdeling I. — Algemene bevoegdheden van de gemeenten en provincies

Art. 107. Voor de uitvoering van de opdrachten inzake veiligheid op het grondgebied van zijn gemeente kan de burgemeester beroep doen op de middelen van de posten van de zones.

Hij richt daartoe een verzoek tot de zonecommandant om de nodige voorzieningen te treffen.

In dit geval staan de posten van de zone of zones onder het gezag van de burgemeester.

Art. 108. Voor de uitvoering van zijn opdrachten inzake veiligheid op het grondgebied van zijn provincie kan de gouverneur en de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, een beroep doen op de zones. Hij richt daartoe een verzoek tot de

afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires. Les postes de la zone ou des zones sont placés dans ce cadre sous l'autorité du gouverneur ou du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Section II. — De la gestion de la zone

Art. 109. Chaque zone est dirigée par le commandant de zone.

Il est responsable de la direction, de l'organisation et de la gestion ainsi que de la répartition des tâches au sein de la zone.

Art. 110. Le commandant de zone exerce les compétences visées à l'article 109 sous l'autorité du collègue.

En vue d'une bonne gestion de la zone, le commandant de zone informe le plus rapidement possible le collègue de tout ce qui concerne la zone et l'exécution de ses missions.

Il fait rapport tous les trois mois au collègue sur le fonctionnement de la zone et informe cette autorité des plaintes extérieures relatives au fonctionnement ou à l'intervention du personnel de la zone.

Art. 111. Le commandant de zone est chargé de la préparation quant au fond des dossiers soumis au conseil ou au collègue de la zone.

Les dispositions de l'article 42 sont applicables au commandant de zone.

Art. 112. L'ensemble du courrier de la zone est signé par le président du collègue et contresigné par le commandant de zone.

Art. 113. Le Roi fixe le contenu du profil de fonction auquel le commandant doit satisfaire et détermine les modalités de sélection du commandant de zone.

Art. 114. Le candidat le mieux classé au terme de la procédure de sélection est désigné dans ses fonctions par le conseil pour une période renouvelable de six ans.

Art. 115. Tous les deux ans, le commandant de zone est évalué par le collègue. Le conseil peut, par décision motivée, mettre fin prématurément au mandat du commandant de zone si celui-ci a fait l'objet de deux évaluations négatives successives.

Au terme de chaque période de six ans, le conseil prolonge la désignation du commandant après avis motivé, non contraignant, du collègue et sur la base d'une évaluation globale réalisée par une commission d'évaluation.

Art. 116. § 1^{er}. Une commission d'évaluation est instaurée dans chaque zone. Cette commission est composée comme suit :

- 1° le président du collègue;
- 2° le gouverneur ou son représentant;
- 3° un membre de l'inspection générale désigné par le ministre.

Le président du collègue préside la commission d'évaluation.

§ 2. La commission d'évaluation est réunie à l'initiative du président du collègue.

La commission entend le commandant de zone ainsi que toute autre personne pouvant éclairer les débats.

§ 3. Les règles de fonctionnement de la commission d'évaluation sont fixées par le Roi.

CHAPITRE VI. — De l'équipement et du matériel

Art. 117. La zone acquiert le matériel et l'équipement nécessaires à l'exercice de ses missions. Elle en assure la gestion et l'entretien.

Art. 118. Le conseil, sur la proposition du commandant de zone, après avis de la commission technique, arrête un programme d'acquisition du matériel et de l'équipement, tenant compte des moyens financiers disponibles. Le programme d'acquisition du matériel et de l'équipement fait partie du programme pluriannuel de politique générale visé à l'article 23.

Art. 119. § 1^{er}. Les normes minimales d'équipement et de matériel sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. La zone applique ces normes en fonction de l'analyse des risques visée à l'article 5 de façon à réaliser l'aide adéquate la plus rapide.

§ 2. Le Roi arrête les normes en matière d'équipement individuel, l'uniforme, les insignes et autres moyens d'identification du personnel opérationnel de la zone.

zonecommandant om de nodige voorzieningen te treffen. De posten van de zone of zones staan in dat geval onder het gezag van de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Afdeling II. — Beheer van de zone

Art. 109. Elke zone staat onder de leiding van de zonecommandant.

Hij is verantwoordelijk voor de leiding, de organisatie en het beheer evenals de verdeling van de taken binnen de zone.

Art. 110. De zonecommandant oefent de in artikel 109 bedoelde bevoegdheden uit onder het gezag van het college van de zone.

Met het oog op een goed beheer van de zone, licht de zonecommandant zo spoedig mogelijk het college van de zone in van alles wat de zone en de uitvoering van zijn opdrachten aangaat.

Hij brengt elke drie maanden verslag uit aan het college over de werking van de zone en brengt deze instantie op de hoogte van klachten van buitenaf aangaande de werking of het optreden van het personeel van de zone.

Art. 111. De zonecommandant is belast met de inhoudelijke voorbereiding van de dossiers die aan de raad of het college van de zone worden voorgelegd.

De bepalingen van artikel 42 zijn van toepassing op de zonecommandant.

Art. 112. Alle briefwisseling van de zone wordt ondertekend door de voorzitter van het college en medeondertekend door de zonecommandant.

Art. 113. De Koning bepaalt de inhoud van het functieprofiel waaraan de zonecommandant moet voldoen en stelt de nadere bepalingen vast voor de selectie van de zonecommandant.

Art. 114. De uit de selectieprocedure als best gerangschikte kandidaat wordt door de raad in zijn functie aangewezen voor een hernieuwbare periode van zes jaar.

Art. 115. Elke twee jaar wordt de zonecommandant door het college geëvalueerd. In geval van twee opeenvolgende negatieve evaluaties, kan de raad bij gemotiveerde beslissing de aanwijzing van de zonecommandant voortijdig beëindigen.

Na afloop van elke termijn van zes jaar, verlengt de raad de aanstelling van de zonecommandant na niet bindend, gemotiveerd advies van het college en op grond van een globale evaluatie uitgevoerd door een evaluatiecommissie.

Art. 116. § 1. Een evaluatiecommissie wordt in elke zone ingesteld. Deze commissie is samengesteld uit :

- 1° de voorzitter van het college;
- 2° de gouverneur of zijn vertegenwoordiger;
- 3° een lid van de algemene inspectie aangeduid door de minister.

De voorzitter van het college zit de evaluatiecommissie voor.

§ 2. De evaluatiecommissie wordt samengeroepen door de voorzitter van het college.

De commissie hoort de zonecommandant evenals elk ander persoon die de besprekingen kan helpen.

§ 3. De werkingsregels van de evaluatiecommissie worden bepaald door de Koning.

HOOFDSTUK VI. — Uitrusting en materieel

Art. 117. De zone verwerft het materieel en de uitrusting die nodig zijn voor de goede uitvoering van haar opdrachten. De zone staat in voor het beheer en onderhoud ervan.

Art. 118. De raad stelt, op voorstel van de zonecommandant, na advies van technische commissie, een aankoopprogramma voor materieel en uitrusting op, rekening houdende met de voorziene financiële middelen. Het aankoopprogramma is opgenomen in het meerjarenbeleidsplan van de zone bedoeld in artikel 23.

Art. 119. § 1. De minimumnormen voor materieel en uitrusting worden per type interventie vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De zone past deze normen op basis van de risicoanalyse zoals bedoeld in artikel 5, zodat de snelste adequate hulp gerealiseerd wordt.

§ 2. De Koning bepaalt de normen inzake persoonlijke uitrusting, uniform, kentekens en andere middelen van identificatie van het operationeel personeel van de zone.

CHAPITRE VII. — *De la tutelle spécifique**Section 1^{re}. — Des dispositions générales*

Art. 120. L'autorité de tutelle peut, tant par correspondance que sur place, recueillir tous les renseignements et données utiles à l'examen des dossiers qui sont soumis à sa tutelle.

Art. 121. Sous réserve de dispositions contraires, la computation des délais se fait en jours calendrier.

Art. 122. Sous réserve des circonstances visées à l'article 123, le délai d'examen d'une délibération prend cours le jour suivant la réception de celle-ci par l'autorité de tutelle.

Art. 123. Le délai d'examen d'une délibération de l'autorité zonale par l'autorité de tutelle est interrompu par l'expédition d'une lettre recommandée à la poste par laquelle l'autorité de tutelle réclame le dossier relatif à la délibération en question ou demande des informations complémentaires auprès de l'autorité zonale. Dans les cas visés par le présent article, le délai d'examen prend cours le jour suivant la réception, soit du dossier, soit des informations complémentaires demandées, transmis par lettre recommandée ou remis contre récépissé.

Section II. — De la tutelle spécifique générale

Art. 124. Après chaque réunion du conseil et du collège, une liste contenant un bref exposé des délibérations du conseil et du collège est envoyée endéans les vingt jours au gouverneur ainsi qu'au ministre. Le collège certifie à cette occasion que les dispositions en matière de publicité, visées à l'alinéa 2, ont été respectées.

Concurremment à son envoi au gouverneur, la liste des délibérations est publiée par voie d'affichage au siège social de la zone ainsi que dans chacune des maisons communales des communes de la zone.

Art. 125. Sans préjudice des dispositions de l'article 124, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, est envoyée endéans les vingt jours à compter de leur adoption au gouverneur et au ministre :

1° les délibérations de l'autorité zonale fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les délibérations de passation du collège prises en exécution des délibérations précitées;

2° les délibérations de l'autorité zonale concernant les dépenses rendues nécessaires par des circonstances impérieuses et imprévues;

3° les délibérations de l'autorité zonale relatives au recrutement, à la désignation, à la nomination et à la promotion des membres du personnel de la zone;

4° les délibérations de l'autorité zonale portant la désignation du commandant de zone, de son évaluation ou du renouvellement de son mandat.

Art. 126. § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur peut suspendre, par arrêté et dans un délai de vingt-cinq jours prenant cours le lendemain de la réception de la liste visée à l'article 124 ou de la délibération visée à l'article 125, l'exécution des décisions par lesquelles l'autorité zonale viole les dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi. Une copie de l'arrêté de suspension est transmise simultanément au ministre.

§ 2. L'autorité zonale peut, dans les quarante jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté suspensif du gouverneur, justifier la délibération suspendue. En ce cas, elle adresse sa délibération justificative au ministre au plus tard le dernier jour du délai susmentionné. Une copie de la délibération justificative est transmise au gouverneur.

L'autorité zonale peut, dans le même délai, retirer la décision suspendue. Elle en informe le gouverneur et le ministre.

§ 3. En cas d'envoi d'une délibération justificative ou d'initiative à l'expiration du délai mentionné au § 2, le ministre peut, par arrêté motivé et dans les quarante jours à compter du lendemain de la réception de la délibération justificative ou de l'expiration du délai visé au § 2, soit annuler la décision suspendue, soit lever la suspension de la dite décision.

L'arrêté est adressé, au plus tard le dernier jour du délai de quarante jours, à l'autorité zonale. Une copie est envoyée au gouverneur.

HOOFDSTUK VII. — *Specifiek toezicht op de hulpverleningszones**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 120. De toezichhoudende overheid kan, zowel per briefwisseling als ter plaatse, alle inlichtingen en gegevens inwinnen die nodig zijn voor het onderzoek van de dossiers die aan haar toezicht zijn onderworpen.

Art. 121. Onder voorbehoud van tegengestelde bepalingen, gebeurt de berekening van de termijnen in kalenderdagen.

Art. 122. Onder voorbehoud van de in artikel 123 bedoelde omstandigheden, vangt de onderzoekstermijn van een besluit aan de dag die volgt op de dag waarop de toezichhoudende overheid het besluit ontvangen heeft.

Art. 123. De termijn van onderzoek van een besluit van de zoneoverheid door de toezichhoudende overheid wordt onderbroken door het versturen van een bij de post aangetekende brief waarbij de toezichhoudende overheid het dossier betreffende het betrokken besluit opeist of bijkomende inlichtingen vraagt aan de zoneoverheid. In de in dit artikel bedoelde gevallen vangt de onderzoekstermijn aan de dag die volgt op de dag waarop ofwel het dossier ofwel de gevraagde bijkomende inlichtingen ontvangen worden per aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs.

Afdeling II. — Algemeen specifiek toezicht

Art. 124. Na elke vergadering van de raad en van het college wordt van de besluiten van de zoneoverheid binnen de twintig dagen een lijst met een beknopte omschrijving aan de gouverneur, alsook aan de minister gestuurd. Het college bevestigt bij die zending dat de bepalingen inzake de openbaarheid, bedoeld in het tweede lid, werden nageleefd.

Tegelijk met de verzending aan de gouverneur wordt de lijst van de besluiten door middel van een aanplakbrief bekendgemaakt op de centrale zetel van de zone, alsook in de gemeentehuizen van de gemeenten van de zone.

Art. 125. Onverminderd de bepalingen van artikel 124, wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van de hierna vernoemde besluiten naar de gouverneur en naar de minister gestuurd, binnen de twintig dagen na hun goedkeuring :

1° de besluiten van de zoneoverheid waarbij de gunningswijze en de voorwaarden worden bepaald van opdrachten tot aanneming van werken, leveringen en diensten, alsmede de gunningsbesluiten van het college genomen in uitvoering van voormelde besluiten;

2° de besluiten van de zoneoverheid betreffende de uitgaven die door dringende en onvoorziene omstandigheden worden vereist;

3° de besluiten van de zoneoverheid, betreffende de aanwerving, benoeming en bevordering van de personeelsleden van de zone;

4° de besluiten van de zoneoverheid houdende aanwijzing van de zonecommandant, zijn evaluatie of de vernieuwing van zijn mandaat.

Art. 126. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 123, kan de gouverneur, bij besluit en binnen een termijn van vijftwintig dagen die aanvangt de dag na de ontvangst van de in artikel 124 bedoelde lijst of van het in artikel 125 bedoelde besluit, de uitvoering van de besluiten schorsen waarbij een zoneoverheid de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet schendt. Een afschrift van het schorsingsbesluit wordt tegelijk naar de minister verzonden.

§ 2. De zoneoverheid kan het geschorste besluit rechtvaardigen, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het schorsingsbesluit van de gouverneur. In dat geval stuurt zij haar rechtvaardigingsbesluit naar de minister uiterlijk de laatste dag van de voormelde termijn. Een afschrift van het rechtvaardigingsbesluit wordt naar de gouverneur gestuurd.

De zoneoverheid kan, binnen dezelfde termijn, het geschorste besluit intrekken. Zij geeft daarvan kennis aan de gouverneur en aan de minister.

§ 3. In geval van het versturen van een rechtvaardigingsbesluit of op eigen initiatief bij het verstrijken van de in § 2 vermelde termijn, kan de minister, bij gemotiveerd besluit en binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het rechtvaardigingsbesluit of na het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn, het geschorste besluit vernietigen of de schorsing van dat besluit opheffen.

Het besluit wordt uiterlijk de laatste dag van de termijn van veertig dagen naar de zoneoverheid gestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

A défaut d'arrêté dans le délai de quarante jours, la suspension est levée.

§ 4. Le ministre peut, en outre, statuer définitivement sur l'annulation de toute décision soumise à la tutelle spécifique générale dans les vingt-cinq jours de la réception de celle-ci. Il en informe au préalable le gouverneur et les autorités zonales.

L'arrêté est adressé, au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa 1^{er}, à l'autorité zonale. Une copie est envoyée au gouverneur.

Section III. — De la tutelle spécifique spéciale

Art. 127. L'approbation par l'autorité de tutelle des décisions relatives au cadre du personnel, au budget et aux modifications qui y sont apportées, à la contribution d'une commune au financement de la zone et à ses modifications ainsi qu'aux comptes, ne peut être refusée que pour violation des dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Art. 128. Le ministre dispose d'un pouvoir général d'évocation des décisions soumises à la tutelle spécifique spéciale ainsi que des arrêtés pris par le gouverneur en application des articles 131, 136 à 139, 142, 145, 148 et 150.

Lorsque le ministre décide de faire usage de ce pouvoir d'évocation, il en informe le gouverneur ainsi que l'autorité zonale dans les vingt jours qui suivent la réception de la décision concernée ou de l'arrêté du gouverneur.

Lorsqu'il fait usage de son pouvoir d'évocation, le ministre bénéficie des mêmes prérogatives que celles visées aux articles 141, 142, 146 et 148.

Le ministre statue définitivement dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception de la décision ou de l'arrêté du gouverneur.

Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale.

Sous-section I^{re}. — Du personnel de la zone

Art. 129. Les décisions de l'autorité zonale relatives au cadre organique du personnel opérationnel et à celui du personnel administratif de la zone, sont transmises pour approbation au gouverneur. Une copie est envoyée au ministre.

Art. 130. Par cadre organique, on entend l'énumération des grades et la fixation du nombre d'emplois statutaires par grade.

Art. 131. Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur statue sur l'approbation de la décision visée à l'article 129 dans les vingt-cinq jours à compter du lendemain du jour où il l'a reçue. Cette décision est transmise à l'autorité zonale ainsi qu'au ministre au plus tard le dernier jour du délai précité.

A l'expiration de ce délai, la décision est réputée approuvée.

Art. 132. L'autorité zonale peut exercer un recours auprès du ministre contre l'arrêté portant non approbation par le gouverneur des décisions du conseil portant sur le cadre organique, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la transmission de l'arrêté à l'autorité zonale.

Art. 133. Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le recours formé contre la décision du gouverneur est réputé accueilli et la délibération en cause est réputée approuvée.

Sous-section II. — Du budget et des modifications budgétaires

Art. 134. Les décisions de l'autorité zonale relatives au budget de la zone et aux modifications qui y sont apportées et les décisions relatives à la contribution de la commune au financement de la zone et ses modifications ainsi que les décisions des conseils communaux relatives à leur contribution au financement et leurs modifications sont envoyées, dans les vingt jours suivant leur adoption, pour approbation au gouverneur. Copie en est adressée au ministre.

Toutes les annexes requises pour l'établissement définitif du budget sont jointes au budget.

Bij gebrek aan besluit binnen de termijn van veertig dagen, wordt de schorsing opgeheven.

§ 4. De minister kan bovendien binnen de vijftientwintig dagen na ontvangst ervan, definitief beslissen over de vernietiging van elke beslissing onderworpen aan het algemeen specifiek toezicht. Hij brengt voorafgaandelijk de gouverneur en de zoneoverheden hiervan op de hoogte.

Het besluit wordt ten laatste op de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid aan de zoneoverheid toegestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

Afdeling III. — Bijzonder specifiek toezicht

Art. 127. De goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de beslissingen betreffende de personeelsformatie, de begroting en de erin aangebrachte wijzigingen, de bijdrage van een gemeente aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen en de rekeningen, kan slechts worden geweigerd omwille van de schending van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet.

Art. 128. De minister beschikt over een algemeen evocatierecht voor de beslissingen onderworpen aan het bijzonder specifiek toezicht, evenals voor de besluiten genomen door de gouverneur met toepassing van de artikelen 131, 136 tot 139, 142, 145, 148 en 150.

Wanneer de minister besluit gebruik te maken van zijn evocatierecht, brengt hij de gouverneur en de zoneoverheid hiervan op de hoogte binnen de twintig dagen volgend op de ontvangst van de betrokken beslissing of van het besluit van de gouverneur.

Wanneer de minister gebruik maakt van zijn evocatierecht, geniet hij dezelfde prerogatieven als bedoeld in artikelen 141, 142, 146 en 148.

De minister beslist definitief binnen een termijn van veertig dagen vanaf de dag na de ontvangst van de beslissing of van het besluit van de gouverneur.

Hij stuurt zijn beslissing, ten laatste op de laatste dag van deze termijn, aan de gouverneur en de zoneoverheid.

Onderafdeling I. — Personeel van de zone

Art. 129. De beslissingen van de zoneoverheid over het organiek kader van het operationeel personeel en dat van het administratief personeel van de zone worden voor goedkeuring overgezonden aan de gouverneur. Een afschrift wordt naar de minister gestuurd.

Art. 130. Onder « personeelsformatie » wordt verstaan de opsomming van de graden en de vaststelling van het aantal statutaire betrekkingen per graad.

Art. 131. Onverminderd de toepassing van artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van de beslissing bedoeld in artikel 129 binnen vijftientwintig dagen te rekenen vanaf de dag volgend op de dag dat hij ze heeft ontvangen. Deze beslissing wordt uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid verstuurd.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt de beslissing geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 132. Tegen het besluit van de gouverneur houdende niet-goedkeuring van de besluiten van de raad betreffende de personeelsformatie kan de zoneoverheid, wanneer de raad hem die bevoegdheid verleend heeft, bij de minister hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid.

Art. 133. De minister spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het beroep. Hij verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gouverneur en naar de zoneoverheid.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de in het eerste lid voorziene termijn wordt het tegen de beslissing van de gouverneur ingestelde beroep als ingewilligd en het desbetreffende besluit als goedgekeurd beschouwd.

Onderafdeling II. — Begroting en begrotingswijzigingen

Art. 134. De besluiten van de zoneoverheid betreffende de begroting van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen, alsook de gemeenteraadsbesluiten betreffende de bijdrage van de gemeente aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen worden, binnen de twintig dagen volgend op hun goedkeuring, ter goedkeuring naar de gouverneur verstuurd. Een afschrift ervan wordt gestuurd naar de minister.

Bij de begroting worden alle bijlagen gevoegd die vereist zijn voor de definitieve vaststelling van de begroting.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données nécessaires à l'établissement du budget de la zone qui devront être notifiées par l'autorité zonale à l'autorité de tutelle. Il décide également de la nature du support d'information ainsi que de la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 135. Sous réserve de l'article 123, le gouverneur se prononce sur l'approbation des décisions visées à l'article 134 dans un délai de quarante jours prenant cours le lendemain de la réception de la décision.

Art. 136. Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité zonale ou à l'autorité communale au plus tard le dernier jour du délai visé à l'article 135. Une copie est envoyée simultanément au ministre.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, le budget est réputé approuvé par le gouverneur.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 137. Si l'autorité zonale refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la zone pour l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis.

Le gouverneur modifie, simultanément à l'inscription d'office, le montant de la contribution au financement de la zone de chaque commune de la zone concernée.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 138. Si l'autorité zonale porte au budget de la zone des recettes qui, aux termes de la loi, ne lui reviennent pas, en tout ou en partie, durant l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur procède à la radiation du montant ou à l'inscription d'office du montant correct.

Le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au financement de la zone de chacune des communes de la zone concernée.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale et du conseil communal, lors de sa prochaine séance.

Art. 139. Si le conseil communal d'une des communes de la zone refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la commune pour l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 140. L'autorité zonale ou le conseil communal peut exercer un recours auprès du ministre contre l'arrêté du gouverneur pris en exécution des articles 134 à 139, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la notification de l'arrêté à l'autorité zonale ou à l'autorité communale.

Art. 141. Le ministre statue sur ce recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception.

Le ministre peut annuler ou modifier l'arrêté pris par le gouverneur en application des articles 134 à 139.

Il procède aux modifications, inscriptions et radiations qui s'imposent conformément aux articles 137 à 139.

Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale ou au conseil communal.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, le recours formé contre la décision du gouverneur est réputé accueilli et la décision du gouverneur annulée.

L'arrêté du ministre est porté à la connaissance du gouverneur et de l'autorité zonale ou du conseil communal, lors de sa prochaine séance.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gegevens die door de voor de vaststelling van de zonebegroting bevoegde zoneoverheid, aan de toezichhoudende overheid moeten worden toegestuurd, de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 135. Onverminderd artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van de in artikel 134 bedoelde besluiten binnen een termijn van veertig dagen die aanvangt de dag na ontvangst van het besluit.

Art. 136. De gouverneur bezorgt zijn besluit aan de zoneoverheid of aan de gemeentelijke overheid, uiterlijk de laatste dag van de in artikel 135 bedoelde termijn. Een afschrift wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, wordt de begroting beschouwd als zijnde door de gouverneur goedgekeurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 137. Indien de zoneoverheid verplichte uitgaven of ontvangsten die krachtens de wet ten laste van de zone zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, trekt de gouverneur de vereiste bedragen daarop ambtshalve uit.

Tegelijk met de ambtshalve inschrijving wijzigt de gouverneur het bedrag van de bijdrage aan de financiering van de zone van elke gemeente van de betrokken zone.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 138. Indien de zoneoverheid ontvangsten die krachtens de wet niet ten laste van de zone zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk op de begroting brengt, gaat de gouverneur over tot de schraping van het bedrag of tot de ambtshalve inschrijving van het correcte bedrag.

Tegelijk met de ambtshalve inschrijving wijzigt de gouverneur het bedrag van de bijdrage aan de financiering van de zone van elk van de gemeenten van de betrokken zone.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 139. Indien de gemeenteraad van één van de gemeenten van de zone verplichte uitgaven of ontvangsten die krachtens de wet ten laste van de gemeente zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, trekt de gouverneur de vereiste bedragen daarop ambtshalve uit.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 140. Tegen het besluit van de gouverneur genomen overeenkomstig de artikelen 134 tot 139, kan de zoneoverheid of de gemeenteraad hoger beroep instellen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid of de gemeentelijke overheid.

Art. 141. De minister spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan.

De minister kan het door de gouverneur, overeenkomstig de artikelen 134 tot 139 genomen besluit, annuleren of wijzigen.

Hij gaat overeenkomstig de artikelen 137 tot 139 over tot de wijzigingen, inschrijvingen en schrappingen.

Hij bezorgt zijn beslissing, uiterlijk de laatste dag van deze termijn, aan de gouverneur en aan de zoneoverheid of de gemeenteraad.

Bij gebrek aan een beslissing bij het verstrijken van deze termijn, wordt het tegen de beslissing van de gouverneur ingestelde beroep als ingewilligd en de beslissing van de gouverneur als geannuleerd beschouwd.

Het besluit van de minister wordt aan de gouverneur en aan de zoneoverheid of de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 142. Les articles 137 à 141 sont également applicables aux modifications apportées au budget par l'autorité zonale ainsi qu'aux modifications apportées par le conseil communal à la contribution de la commune au financement de la zone.

Sous-section III. — Des comptes

Art. 143. Les décisions de l'autorité zonale relatives aux comptes de la zone sont envoyées, dans les vingt jours de leur adoption, au gouverneur et au ministre.

Art. 144. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données qui, pour la constatation de ces comptes, sont transmises à l'autorité de tutelle par les autorités compétentes.

Il fixe également la nature du support d'information et la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 145. Les délibérations visées à l'article 143 sont soumises à l'approbation du gouverneur, qui en arrête les montants dans les cent jours à compter du lendemain de la réception des comptes, sous réserve de l'application de l'article 123. Le gouverneur adresse son arrêté, au plus tard le dernier jour de ce délai, à l'autorité zonale, au comptable spécial et au ministre.

L'arrêté du gouverneur est communiqué à l'autorité zonale lors de sa prochaine séance.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, les comptes sont réputés approuvés par le gouverneur.

Art. 146. L'autorité zonale et le comptable spécial peuvent exercer auprès du ministre un recours contre l'arrêté du gouverneur relatif aux comptes de la zone, dans les quarante jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté à l'autorité zonale.

En cas de recours émanant à la fois de l'autorité zonale et du comptable spécial, les recours sont joints.

Une copie du ou des recours est adressée le même jour au gouverneur, au comptable spécial et à l'autorité zonale.

Art. 147. En cas de recours, les comptes sont établis par le ministre dans un délai de cent jours à compter du lendemain de sa réception.

Le ministre transmet sa décision sur le recours introduit, au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa précédent, au gouverneur, à l'autorité zonale, ainsi qu'au comptable spécial.

A défaut de décision à l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 1^{er}, le recours est réputé accueilli; toutefois, lorsque le recours n'émane que du comptable spécial de la zone, à défaut de décision à l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 1^{er}, le recours est réputé rejeté.

Sous-section IV. — Du contrôle de la comptabilité et de la caisse

Art. 148. § 1^{er}. En cas de refus ou de retard dans l'ordonnement des dépenses que la loi impose aux zones, le gouverneur entend l'autorité zonale et ordonne, s'il y a lieu, le règlement immédiat des dépenses en cause. Le gouverneur transmet simultanément une copie de son arrêté au ministre.

§ 2. L'autorité zonale peut exercer, dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'arrêté, un recours auprès du ministre.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision à l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 3, le recours de l'autorité zonale est réputé accueilli.

§ 3. Dans les cas où le comptable spécial refuse l'ordonnement, ce dernier peut, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception de l'arrêté du gouverneur, exercer auprès du ministre un recours contre cet arrêté déclarant exécutoire un mandat régulier.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception du recours et notifie son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur, au comptable spécial et à l'autorité zonale.

Art. 142. De artikelen 137 tot 141 zijn van toepassing op de wijzigingen van de begroting door de zoneoverheid, evenals op de wijzigingen door de gemeenteraad aangebracht aan de bijdrage van de gemeente aan de financiering van de zone.

Onderafdeling III. — Rekeningen

Art. 143. De besluiten van de gemeenteraad of van de zoneoverheid betreffende de rekeningen van de zone worden, binnen de twintig dagen na hun goedkeuring, verstuurd naar de gouverneur en naar de minister.

Art. 144. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gegevens die, voor de vaststelling van die rekeningen, door de bevoegde overheden aan de toezichhoudende overheid verstuurd worden.

Hij bepaalt eveneens de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 145. De in artikel 143 bedoelde besluiten zijn onderworpen aan de goedkeuring van de gouverneur, die de bedragen ervan vaststelt binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na het inkomen van de rekeningen onverminderd de toepassing van artikel 123. De gouverneur verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid, naar de bijzondere rekenplichtige en naar de minister.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid meege-deeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, worden de rekeningen beschouwd als zijnde door de gouverneur goedgekeurd.

Art. 146. Tegen het besluit van de gouverneur betreffende de rekeningen van de zone kunnen de raad en de bijzondere rekenplichtige hoger beroep instellen bij de minister, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid.

In geval van gelijktijdige beroepen van de zoneoverheid en de bijzondere rekenplichtige, worden de beroepen samengevoegd.

Dezelfde dag wordt een afschrift van het beroep of de beroepen verstuurd naar de gouverneur, de bijzondere rekenplichtige en de zoneoverheid.

Art. 147. In geval van hoger beroep worden de rekeningen door de minister vastgesteld binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan.

De minister verstuurt zijn besluit inzake het ingestelde beroep, uiterlijk de laatste dag van de in het vorige lid bedoelde termijn, naar de gouverneur, de zoneoverheid, en de bijzondere rekenplichtige.

Indien binnen de in het eerste lid vermelde termijnen geen besluit is verstuurd, is het beroep ingewilligd; in geval van hoger beroep van de bijzondere rekenplichtige van de zone alleen, is het hoger beroep, bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van de in het eerste lid vermelde termijnen, verworpen.

Onderafdeling IV. — Toezicht inzake boekhouding en kas

Art. 148. § 1. Bij weigering of vertraging in de betaalbaarstelling van de uitgaven die de wet aan de zones oplegt, hoort de gouverneur de zoneoverheid en beveelt, indien nodig, de onmiddellijke betaling van bedoelde uitgaven. De gouverneur bezorgt tegelijk een afschrift van zijn besluit aan de minister.

§ 2. De zoneoverheid kan hoger beroep instellen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen die ingaat na het versturen van het besluit.

De minister spreekt zich uit over het hoger beroep binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na de ontvangst ervan, en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur en naar de zoneoverheid.

Indien binnen de in het derde lid vermelde termijnen geen besluit is verstuurd, is het hoger beroep van de zoneoverheid ingewilligd.

§ 3. Bij weigering tot betaling door de bijzondere rekenplichtige, kan deze laatste tegen het besluit waarbij een regelmatig bevelschrift uitvoerbaar verklaard wordt, bij de minister hoger beroep instellen, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst van het besluit van de gouverneur.

De minister spreekt zich uit over het hoger beroep binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na de ontvangst ervan, en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur, naar de bijzondere rekenplichtige en naar de zoneoverheid.

A défaut de décision à l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 2, l'arrêté du gouverneur devient exécutoire.

La décision définitive d'ordonnement tient lieu de mandat régulier que le comptable spécial exécute d'office.

Art. 149. Le ministre ou le gouverneur contrôle la comptabilité et la caisse de la zone, chaque fois qu'ils le jugent utile. Tout contrôle fait l'objet d'un procès-verbal qui est soumis à l'autorité zonale.

Sous-section V. — Du rééchelonnement des dettes

Art. 150. Les délibérations de l'autorité zonale portant sur le rééchelonnement des charges financières des emprunts souscrits pour le financement de la zone sont transmises endéans les vingt jours pour approbation au gouverneur. Copie en est adressée au ministre.

Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur statue sur l'approbation de la décision de l'autorité zonale dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai à l'autorité zonale ainsi qu'au ministre.

A l'expiration de ce délai, le rééchelonnement est réputé approuvé.

Le gouverneur transmet simultanément une copie de son arrêté au ministre.

Art. 151. L'autorité zonale peut exercer, dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'arrêté, un recours auprès du ministre.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision à l'expiration du délai, le recours est réputé accueilli.

Section IV. — De la tutelle spécifique coercitive

Art. 152. Le ministre ou le gouverneur peut, après l'expiration du délai fixé dans un avertissement établi par lettre, charger un ou plusieurs commissaires spéciaux de se rendre sur place, aux frais personnels des personnes publiques, respectivement de la commune ou de la zone qui a négligé d'obtempérer à l'avertissement, aux fins de recueillir les informations ou observations demandées ou d'exécuter les mesures qui découlent des obligations liées à l'application des dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Le comptable spécial est chargé du recouvrement des frais visés à l'alinéa 1^{er}, sur la base d'un arrêté pris à cet effet par l'autorité ayant engagé la procédure de contrainte, qui tient lieu de mandat à exécuter d'office par le comptable spécial.

TITRE IV. — De la Protection Civile

Art. 153. L'Etat fédéral dispose, pour l'exercice des missions de sécurité civile visées à l'article 11, d'un corps fédéral de la Protection Civile, organisé en unités opérationnelles, compétent sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Pour l'exécution de leurs missions en matière de sécurité, le bourgmestre et le gouverneur ou le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent faire appel à la Protection Civile.

Art. 154. La Protection Civile est placée sous l'autorité du ministre.

Art. 155. La Protection Civile comprend des membres professionnels et des membres volontaires.

Les membres professionnels sont ceux qui exercent cette fonction à titre principal.

Les membres volontaires de la Protection Civile sont ceux pour lesquels l'exercice de cette fonction ne constitue pas leur activité à titre principal.

Art. 156. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire des membres professionnels et volontaires de la Protection Civile.

Art. 157. Le Roi détermine, sur proposition du ministre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'implantation des unités de la Protection Civile sur le territoire du Royaume sans qu'il puisse y en

Indien binnen de in het tweede lid vermelde termijnen geen besluit is verstuurd, is het besluit van de gouverneur uitvoerbaar.

De definitieve beslissing tot betaling geldt als een regelmatig en door de bijzondere rekenplichtige ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

Art. 149. De minister of de gouverneur controleert de boekhouding en de kas van de zone, telkens zij dit nodig achten. Van elke controle wordt een proces-verbaal opgemaakt dat aan de zoneoverheid wordt voorgelegd.

Onderafdeling V. — Schuldverschikking

Art. 150. De besluiten van de zoneoverheid, waardoor de financiële lasten van de leningen opgenomen voor het financieren van de zone worden herschikt, worden binnen de twintig dagen ter goedkeuring naar de gouverneur gestuurd. Een kopie wordt naar de minister verstuurd.

Onverminderd de toepassing van artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van het besluit van de zoneoverheid, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid en aan de minister.

Wanneer die termijn is verstreken, wordt de herschikking beschouwd als zijnde goedgekeurd.

De gouverneur bezorgt zonder verwijl een afschrift van zijn besluit aan de minister.

Art. 151. De zoneoverheid kan een beroep indienen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen na de versturing van het besluit.

De minister beslist over het beroep binnen een termijn van veertig dagen vanaf de dag na de ontvangst ervan en maakt zijn beslissing ten laatste op de laatste dag van de termijn over aan de gouverneur en de zoneoverheid.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, wordt het beroep als ingewilligd beschouwd.

Afdeling IV. — Bijzonder dwangtoezicht

Art. 152. De minister of de gouverneur kan, na het verstrijken van de termijn bepaald in een uit briefwisseling blijvende waarschuwing, één of meer bijzondere commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de overheidspersonen, respectievelijk van de gemeente of van de zone die verzuimd heeft aan de waarschuwing gevolg te geven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die voortvloeien uit verplichtingen welke aan de toepassing van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet zijn verbonden.

De invordering van de kosten, bedoeld in het eerste lid, geschiedt door de bijzondere rekenplichtige, op zicht van een daartoe getroffen besluit van de overheid die de dwangprocedure heeft ingesteld en dat geldt als een door de bijzondere rekenplichtige ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

TITEL IV. — Civiele Bescherming

Art. 153. De federale Staat beschikt, voor de uitoefening van de opdrachten van civiele veiligheid bedoeld in artikel 11, over een federaal corps van de Civiele Bescherming, georganiseerd in operationele eenheden, dat bevoegd is op het hele grondgebied van het Koninkrijk.

Voor de uitvoering van hun opdrachten inzake veiligheid kunnen de burgemeester en de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een beroep doen op de Civiele Bescherming.

Art. 154. De Civiele Bescherming staat onder het gezag van de minister.

Art. 155. De Civiele Bescherming bestaat uit beroeps- en vrijwillige leden.

De beroepsleden zijn diegenen die deze functie als hoofdactiviteit uitoefenen.

De vrijwillige leden van de Civiele Bescherming zijn diegenen voor wie deze functie niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

Art. 156. De Koning legt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van de beroeps- en vrijwillige leden van de Civiele Bescherming vast.

Art. 157. De Koning bepaalt, op voordracht van de minister, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de vestiging van de eenheden van de Civiele Bescherming op het grondgebied van het

avoir plus d'une par province. Le Roi peut modifier par la même procédure l'implantation de ces unités.

Art. 158. Le Roi détermine, après avis du gouverneur, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le matériel et l'équipement dont dispose chaque unité de la Protection Civile.

TITRE V. — De la responsabilité des membres du personnel des zones de secours et des membres des services de la Protection Civile

Art. 159. Le présent titre est applicable aux membres du personnel des zones de secours et aux membres du personnel des services de la Protection Civile, tant volontaires que professionnels. Pour l'application du présent titre, ils sont ci-après dénommés « membre du personnel ».

Art. 160. En cas de dommage causé par un membre du personnel dans l'exercice de ses fonctions à des tiers ou à la personne morale publique de l'autorité de laquelle il relève, l'auteur du dommage répond :

1° du dol et de la faute lourde;

2° de la faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel.

Art. 161. La personne morale publique est responsable du dommage causé à des tiers par les membres de son personnel, conformément à l'article 1384 du Code civil.

Art. 162. L'auteur d'un dommage causé à des tiers qui fait l'objet d'une action en dommages et intérêts devant une juridiction civile ou pénale peut appeler en intervention forcée la personne morale publique de l'autorité de laquelle il relève.

Art. 163. L'action en dommages et intérêts ainsi que l'action récursoire exercée par une personne morale publique contre un membre de son personnel n'est recevable que si elle est précédée d'une offre de règlement amiable faite au défendeur.

La personne publique peut décider que le dommage ne doit être réparé qu'en partie.

Art. 164. L'Etat ou la zone, selon qu'il s'agit du personnel de l'Etat ou de la zone, prend en charge les frais de justice auxquels le membre du personnel est condamné en justice pour des faits commis dans ses fonctions, sauf s'il a commis une faute intentionnelle, une faute lourde, ou une faute légère qui présente dans son chef un caractère habituel.

Lorsqu'une de ces fautes est établie, l'Etat ou la zone décide, après avoir entendu le membre du personnel, si celui-ci doit supporter la totalité ou une partie des frais de justice.

Art. 165. § 1^{er}. Le membre du personnel qui est cité en justice ou contre lequel l'action publique est intentée pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la zone ou de l'Etat.

En cas de décès du membre du personnel, le droit à l'assistance en justice revient à ses ayants droit.

§ 2. Aucune assistance en justice n'est fournie au membre du personnel contre lequel l'Etat ou la zone exerce l'action civile visée à l'article 163.

§ 3. L'assistance en justice peut être refusée selon le cas par la zone ou par l'Etat, lorsque les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions.

L'assistance en justice peut également être refusée lorsqu'il est manifeste que le membre du personnel concerné a commis une faute intentionnelle ou une faute lourde.

§ 4. Lorsque l'assistance en justice n'a pas été accordée conformément au § 3 et qu'il ressort de la décision de justice que ce refus n'était pas fondé, le membre du personnel a droit au remboursement des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense.

Lorsque l'assistance en justice a été accordée mais qu'il ressort de la décision de justice qu'elle n'aurait pas dû l'être, les frais exposés afin d'assurer sa défense peuvent être récupérés auprès du membre du personnel, de la manière prévue à l'article 163.

§ 5. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les honoraires de l'avocat choisi pour prêter l'assistance en justice sont pris en charge par l'Etat ou par la zone

L'assistance en justice des membres du personnel de la Protection Civile est à charge du Service Public Fédéral Intérieur.

L'assistance en justice des membres de la zone de secours est à charge de la zone.

Koninkrijk, waarbij er niet meer dan één per provincie mag zijn. De Koning kan de vestiging van deze eenheden via dezelfde procedure wijzigen.

Art. 158. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneur, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het materieel en de uitrusting waarover elke eenheid van de Civiele Bescherming beschikt.

TITEL V. — De aansprakelijkheid van de leden van het personeel van de zones en van de leden van de diensten van de Civiele Bescherming

Art. 159. Deze titel is van toepassing op de vrijwillige en beroeps-personeelsleden van de hulpverleningszone en van de diensten van de Civiele Bescherming. Voor de toepassing van deze titel, worden zij hierna « personeelslid » genoemd.

Art. 160. In geval van schade veroorzaakt door een personeelslid tijdens de uitoefening van zijn functies, aan derden of aan de openbare rechtspersoon waaronder het personeelslid ressorteert, is de veroorzaker van de schade aansprakelijk voor :

1° het bedrog en de zware schuld;

2° de lichte schuld, indien die bij hem eerder gewoonlijk voorkomt.

Art. 161. De openbare rechtspersoon is aansprakelijk voor de schade die zijn personeelsleden aan derden berokkenen, overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 162. De veroorzaker van schade aan derden tegen wie voor de burgerlijke rechter of de strafrechter een vordering tot schadeloosstelling wordt ingesteld, kan de openbare rechtspersoon waaronder hij ressorteert, gedwongen in het geding laten tussenkomen.

Art. 163. De vordering tot schadeloosstelling of de regresvordering, ingesteld door openbare rechtspersonen tegen hun personeelsleden, is slechts in rechte ontvankelijk, indien zij wordt voorafgegaan door een aanbod tot minnelijke schikking aan de verweerder.

De openbare rechtspersoon kan beslissen dat de schade slechts gedeeltelijk moet worden vergoed.

Art. 164. De Staat of de zone, naargelang het gaat om federaal, dan wel zonaal personeel, neemt de proceskosten ten laste waartoe het personeelslid in rechte veroordeeld wordt wegens feiten gepleegd in zijn functies, tenzij hij een opzettelijke fout, een zware fout of een lichte fout die bij hem gewoonlijk voorkomt, begaan heeft.

Wordt één van dergelijke fouten aangetoond, dan beslist de Staat of de zone, na het personeelslid gehoord te hebben, of de proceskosten geheel of gedeeltelijk door hem moeten worden gedragen.

Art. 165. § 1. Het personeelslid dat in rechte wordt gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens feiten gesteld tijdens de uitoefening van zijn functies, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de Staat of van de zone.

In geval van overlijden van het personeelslid komt het recht op rechtshulp toe aan diens rechthebbenden.

§ 2. Aan het personeelslid tegen wie de Staat of de zone een burgerlijke rechtshulp instelt zoals bedoeld in artikel 163, wordt geen enkele rechtshulp verleend.

§ 3. De rechtshulp kan door de Staat of de zone geweigerd worden wanneer de feiten klaarblijkelijk in geen enkel verband staan met de uitoefening van de functies.

De rechtshulp kan eveneens worden geweigerd wanneer het personeelslid een opzettelijke of zware fout heeft begaan.

§ 4. Wanneer de rechtshulp niet is verleend in toepassing van § 3 en uit de rechterlijke beslissing blijkt dat deze weigering niet gegrond was, heeft het personeelslid recht op terugbetaling van de kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt.

Wanneer de rechtshulp toegestaan is maar uit de gerechtelijke beslissing blijkt dat dit niet diende te geschieden, kunnen de kosten die gemaakt zijn voor zijn verdediging, van het personeelslid teruggevorderd worden, op de wijze bepaald in artikel 163.

§ 5. De Koning bepaalt de voorwaarden onder welke de honoraria van de advocaat gekozen om de rechtshulp te verlenen ten laste van de Staat of de zone worden genomen.

De rechtshulp aan de leden van de Civiele Bescherming komt ten laste van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

De rechtshulp aan de personeelsleden van de hulpverleningszone komt ten laste van de zone.

§ 6. L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de l'Etat ou de la zone aucune reconnaissance de sa responsabilité.

Art. 166. § 1^{er}. Le Roi détermine les conditions et les modalités selon lesquelles le membre du personnel est indemnisé du dommage aux biens subi dans ses fonctions.

On entend par dommage aux biens, le dommage occasionné aux biens dont le membre du personnel est propriétaire ou détenteur et qui sont indispensables pour l'exercice de ses fonctions.

§ 2. L'indemnisation est à charge de l'Etat pour les fonctionnaires de la Protection Civile et à charge de la zone, pour les fonctionnaires de la zone de secours.

§ 3. L'indemnisation est exclue, lorsque le dommage aux biens est dû à une faute intentionnelle ou à une faute lourde imputable au membre du personnel concerné.

Il en va de même, à concurrence du montant accordé ou à accorder, lorsque le dommage aux biens a été ou est susceptible d'être indemnisé :

1° en vertu d'une assurance contractée par le membre du personnel intéressé ou à son profit, sous réserve du défaut de paiement par l'organisme assureur dans le délai d'un an à dater de la réalisation du dommage;

2° à titre de frais de justice en matière répressive.

§ 4. L'Etat ou la zone est subrogé dans les droits et actions du membre du personnel concerné à concurrence de la somme payée.

§ 5. L'indemnisation par l'Etat ou la zone exclut tout recours pour le même fait dommageable, à concurrence du montant octroyé, contre l'Etat, la zone, ses organes ou préposés.

§ 6. L'indemnisation est à charge du Service Public Fédéral Intérieur en ce qui concerne le personnel de la Protection Civile.

TITRE VI. — De la coordination

Art. 167. Sans préjudice des compétences du ministre compétent, la coordination de la sécurité civile dans la province est assurée par le gouverneur et ses services.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, organiser les modalités de la coordination.

TITRE VII. — De l'inspection générale des services de la sécurité civile

Art. 168. Il est créé au sein du Service Public Fédéral Intérieur une inspection générale des services opérationnels de la sécurité civile placée sous l'autorité directe du ministre. Elle bénéficie de l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa mission.

Art. 169. L'inspection générale porte sur le fonctionnement des services de la sécurité civile. Sans préjudice des compétences des inspecteurs de la Santé publique, elle comporte le contrôle, sur pièces et sur place, de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux missions visées à l'article 11.

Art. 170. L'inspection générale agit, soit d'initiative, soit sur ordre du ministre, soit à la demande du bourgmestre, du gouverneur ou du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ou de l'autorité zonale, chacun dans le cadre de ses compétences.

Art. 171. L'inspection générale donne aux autorités responsables ses avis et suggestions sur toute mesure susceptible d'apporter des améliorations en matière d'organisation et de fonctionnement des zones et unités opérationnelles de la Protection Civile ainsi qu'en matière de prévention des incendies.

Elle soulève tout manquement à la réglementation qu'elle constate.

Si l'inspection constate des faits de nature à entraîner une procédure disciplinaire, elle en donne connaissance à l'autorité disciplinaire compétente.

Art. 172. Chaque inspection fait l'objet d'un rapport communiqué à l'autorité demanderesse ainsi qu'à l'ensemble des autorités visées à l'article 170.

Dans le cas visé à l'article 171, alinéa 2, le rapport mentionne le délai dans lequel la zone est invitée à remédier aux manquements constatés.

Lorsqu'à l'échéance du délai indiqué, la zone reste en défaut de remédier aux manquements constatés, procès-verbal est dressé par l'inspection générale.

§ 6. De voorgeschreven rechtshulp houdt niet in dat de Staat of de zone enige aansprakelijkheid erkent.

Art. 166. § 1. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke het personeelslid wordt vergoed voor de zaakschade die hij, in zijn functies, heeft geleden.

Onder zaakschade wordt begrepen, de schade toegebracht aan goederen waarvan het personeelslid eigenaar of houder is en die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van zijn functies.

§ 2. De vergoeding komt ten laste van de Staat voor de leden van de Civiele Bescherming en ten laste van de hulpverleningszone voor de personeelsleden van de hulpverleningszone.

§ 3. De vergoeding is uitgesloten wanneer de zaakschade te wijten is aan een opzettelijke of zware fout die toegeschreven kan worden aan het personeelslid.

Hetzelfde geldt ten belope van het toegekende of toe te kennen bedrag, wanneer de zaakschade vergoed wordt of kan vergoed worden :

1° krachtens een door het betrokken personeelslid of in zijn voordeel afgesloten verzekering behoudens niet-betaling door de verzekeraar binnen een termijn van één jaar vanaf het ontstaan van de schade;

2° als gerechtskosten in strafzaken.

§ 4. De Staat of de zone treedt in de rechten en vorderingen van het personeelslid ten belope van het betaalde bedrag.

§ 5. De vergoeding door de Staat of de zone sluit, ten belope van het toegekende bedrag en voor hetzelfde schadelijk feit elk verhaal uit op de Staat of de zone, de organen of aangestelden hiervan uit.

§ 6. Wat de personeelsleden van de Civiele Bescherming betreft komt de vergoeding ten laste van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

TITEL VI. — Coördinatie

Art. 167. Onverminderd de bevoegdheden van de bevoegde minister zorgen de gouverneur en zijn diensten voor de coördinatie van de civiele veiligheid in de provincie.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de coördinatie bepalen.

TITEL VII. — Algemene inspectie van de diensten van de civiele veiligheid

Art. 168. Binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt een algemene inspectie van de operationele diensten van de civiele veiligheid ingesteld die rechtstreeks onder het gezag van de minister geplaatst wordt. Zij beschikt over de nodige onafhankelijkheid om haar opdracht uit te oefenen.

Art. 169. De algemene inspectie heeft betrekking op de werking van de diensten van de civiele veiligheid. Onverminderd de bevoegdheden van de inspecteurs van Volksgezondheid, omvat zij de controle, op stukken en ter plaatse, van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de in artikel 11 van deze wet bedoelde opdrachten.

Art. 170. De algemene inspectie handelt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op bevel van de minister, hetzij op verzoek van de burgemeester, de gouverneur of de zoneoverheid, of de zonecommandant in het kader van hun bevoegdheden.

Art. 171. De algemene inspectie geeft haar adviezen en suggesties aan de verantwoordelijke overheden over elke maatregel die verbeteringen met zich zou kunnen meebrengen inzake organisatie en werking van de zones en operationele eenheden van de Civiele Bescherming, evenals inzake brandvoorkoming.

Bovendien vermeldt zij elke overtreding van de reglementering die zij vaststelt.

Wanneer de inspectie feiten vaststelt die aanleiding kunnen geven tot een tuchtprocedure stelt zij de bevoegde tuchtverheid hiervan in kennis.

Art. 172. Elke inspectie maakt het voorwerp uit van een verslag dat aan de verzoekende overheid meegedeeld wordt, evenals aan alle in artikel 170 bedoelde overheden.

In het geval bedoeld in artikel 171, tweede lid, vermeldt het verslag de termijn waarbinnen de zone verzocht wordt de vastgestelde overtredingen te herstellen.

Wanneer de zone in gebreke blijft de vastgestelde overtredingen te herstellen binnen de aangeduide termijn, stelt de algemene inspectie hiervan proces-verbaal op.

Le procès-verbal est publié par voie d'affichage pendant au moins dix jours ouvrables au siège de la zone de secours concernée ainsi que dans chacune des maisons communales de la zone.

Nonobstant l'application de l'alinéa 1^{er}, le procès-verbal est communiqué par l'inspection générale aux autorités de tutelle visées aux articles 120 et suivants.

Le gouverneur ou le ministre peut, conformément aux articles 137 à 141, procéder à l'inscription d'office des dépenses nécessaires au budget pour remédier aux manquements constatés.

Art. 173. Pour l'accomplissement de leurs missions, les membres de l'inspection générale ont en tout temps libre accès aux installations dont disposent les services de la sécurité civile; ceux-ci sont tenus de prêter leur concours aux membres de l'inspection générale, de leur fournir toutes justifications et tous renseignements utiles et de leur communiquer tous documents, pièces et éléments nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Art. 174. Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement de l'inspection générale; Il détermine le cadre, les conditions de désignation des membres de l'inspection générale, les règles particulières applicables à leur statut.

TITRE VIII. — Du centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile

Art. 175. Le Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile, créé au sein du Service public fédéral Intérieur, constitue un service de l'Etat à gestion séparée, tel que défini à l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Les modalités d'exécution sont déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

TITRE IX. — De la mission de prévention de l'incendie et l'explosion

Art. 176. La zone est tenue de procéder, à la demande du bourgmestre, sur le territoire dont elle assure la protection, au contrôle de l'application des mesures prescrites par les lois et les règlements relatifs à la prévention des incendies et explosions.

Art. 177. Le Roi arrête les modalités d'organisation de la prévention des incendies sur le territoire des zones.

TITRE X. — De la récupération des frais afférents aux missions

Art. 178. § 1^{er}. Parmi les interventions suivantes, sont récupérées par l'Etat pour ce qui concerne la Protection Civile et par la zone pour ce qui concerne les postes :

1° à charge du bénéficiaire, les frais occasionnés à ces services lors des interventions effectuées en dehors des missions visées à l'article 11;

2° à charge du bénéficiaire, un montant forfaitaire destiné à couvrir les frais occasionnés par le transport en ambulance dans le cadre de l'aide médicale urgente.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, parmi les tâches effectuées dans le cadre des missions visées à l'article 11, celles dont les coûts peuvent être récupérés à charge de leurs bénéficiaires et les tâches qui sont effectuées à titre gratuit.

Le Roi règle le mode de fixation et de récupération de ces frais.

§ 3. Le montant des frais récupérés par l'Etat en application des §§ 1^{er} et 2 et de l'article 179, § 2, est imputé sur le Fonds de la sécurité contre l'incendie et l'explosion visé par la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances.

§ 4. Conformément aux règles du droit commun, un recours reste ouvert contre les tiers responsables, aux personnes redevables des frais visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 179. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par :

1° « activité professionnelle » : toute activité exercée dans le cadre d'une activité économique, d'une affaire ou d'une entreprise, indépendamment de son caractère privé ou public, lucratif ou non lucratif;

Het proces-verbaal wordt gedurende minstens tien vrije dagen aangeplakt aan de zetel van de betrokken zone en aan elk gemeentehuis van de zone.

Niettegenstaande de toepassing van het eerste lid wordt het proces-verbaal door de inspectie meegedeeld aan de tuchtoverheden bedoeld in de artikelen 120 en volgende.

De gouverneur of de minister kan, overeenkomstig de artikelen 137 tot 141, overgaan tot de ambtshalve inschrijving van de noodzakelijke uitgaven in de begroting om de vastgestelde overtredingen te verhelpen.

Art. 173. De leden van de algemene inspectie hebben, voor de uitoefening van hun opdrachten, te allen tijde vrije toegang tot de infrastructuur waarover de diensten van de civiele veiligheid beschikken; deze diensten moeten hun medewerking verlenen aan de leden van de algemene inspectie en moeten hen alle bewijzen, nuttige inlichtingen en documenten, stukken en elementen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten, bezorgen.

Art. 174. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkwijze van de algemene inspectie; Hij bepaalt het kader, de aanwijzingsvoorwaarden voor de leden van de algemene inspectie en de bijzondere regels die van toepassing zijn op hun statuut.

TITEL VIII. — Het federaal kenniscentrum voor de civiele veiligheid

Art. 175. Het Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid dat binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt opgericht, is een Staatsdienst met afzonderlijk beheer zoals bepaald in artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991.

De uitvoeringsmodaliteiten worden vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

TITEL IX. — Opdracht inzake preventie van brand en ontploffing

Art. 176. Op verzoek van de burgemeester moet de zone, op het grondgebied waarvan zij de bescherming verzekert, overgaan tot de controle van de toepassing van de door de wetten en reglementen voorgeschreven maatregelen betreffende de preventie van brand en ontploffing.

Art. 177. De Koning bepaalt de modaliteiten inzake de organisatie van de brandvoorkoming op het grondgebied van de zones.

TITEL X. — Verhaal van de kosten van de opdrachten

Art. 178. § 1. Van de volgende interventies worden verhaald door de Staat voor wat betreft de Civiele Bescherming en door de zone voor wat betreft de posten :

1° ten laste van de begunstigde, de kosten veroorzaakt aan deze diensten tijdens de interventies verricht buiten de opdrachten bedoeld in artikel 11;

2° ten laste van de begunstigde, een forfaitair bedrag ter dekking van de kosten veroorzaakt door het vervoer met de ambulance voor dringende geneeskundige hulpverlening.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, van welke taken uitgevoerd in het kader van de opdrachten vermeld in artikel 11, de kosten kunnen verhaald worden ten laste van hun begunstigten en welke de taken zijn die gratis moeten uitgevoerd worden.

De Koning regelt de wijze van vaststelling en van verhaal van deze kosten.

§ 3. Het bedrag van de kosten die met toepassing van §§ 1 en 2, en van artikel 179, § 2, door de Staat worden verhaald, wordt ingeschreven op het Fonds voor beveiliging tegen brand en ontploffing bedoeld in de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen.

§ 4. Overeenkomstig de regels van gemeen recht blijft voor de personen, die de kosten moeten betalen bedoeld in § 1 en 2, een beroep open tegen de derde aansprakelijken.

Art. 179. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1° « beroepsactiviteit » : een in het kader van een economische activiteit, een bedrijf of een onderneming verrichte activiteit, ongeacht het particuliere, openbare, winstgevende of niet-winstgevende karakter daarvan;

2° « exploitant » : toute personne physique ou morale, privée ou publique, qui exerce ou contrôle une activité professionnelle ou, qui a reçu par délégation un pouvoir économique important sur le fonctionnement technique de pareille activité, y compris le titulaire d'un permis ou d'une autorisation pour une telle activité, ou la personne faisant enregistrer ou notifiant une telle activité;

3° « coûts » : les coûts justifiés par l'intervention des services de la protection civile et des services publics d'incendie, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, de la menace imminente de tels dommages, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

§ 2. En cas de pollution visée à l'article 11, § 1^{er}, 4°, l'Etat et la zone sont tenus de récupérer les coûts occasionnés de ce chef à leurs services auprès de l'exploitant qui a causé le dommage ou la menace imminente de dommage ou auprès du propriétaire des produits incriminés.

L'Etat et la zone peuvent décider de renoncer à la récupération, lorsque les coûts de celle-ci dépassent le montant à récupérer ou lorsque l'exploitant ou le propriétaire ne peut être déterminé.

L'exploitant ou le propriétaire n'est pas tenu de supporter les coûts, lorsqu'il est en mesure de prouver que le dommage ou la menace imminente de sa survenance :

a) soit est le fait d'un tiers, en dépit de mesures de sécurité appropriées;

b) soit résulte du respect d'un ordre ou d'une instruction émanant d'une autorité publique, autre qu'un ordre ou une instruction consécutifs à une émission ou à un incident causés par les propres activités de l'exploitant.

Lorsqu'un seul dommage ou une seule menace imminente est provoquée par plusieurs exploitants ou propriétaires, ceux-ci supportent les coûts solidairement.

Lorsque la contamination ou la pollution survient en mer ou provient d'un navire de mer, les coûts sont à charge de l'auteur de la contamination ou de la pollution, conformément au droit international. Les propriétaires des navires impliqués sont civilement et solidairement responsables.

§ 3. L'Etat et la zone peuvent en tout temps contraindre l'exploitant ou le propriétaire à fournir des informations sur un dommage environnemental qui s'est produit, sur une menace imminente de dommage environnemental ou dans le cas où une telle menace imminente est suspectée.

Art. 180. § 1^{er}. Lorsqu'un dommage environnemental affecte ou est susceptible d'affecter une ou plusieurs régions ou d'autres Etats membres de l'Union européenne, l'Etat, les zones ou les communes collaborent, notamment par un échange adéquat d'informations, afin de veiller à ce que les mesures appropriées concernant le dommage environnemental ou la menace imminente de dommage environnemental soient prises.

§ 2. Lorsqu'un dommage environnemental ou une menace imminente au sens du § 1^{er} se produit, l'Etat, les zones ou les communes fournissent des informations suffisantes aux instances compétentes des régions ou des autres Etats membres de l'Union européenne potentiellement affectés.

§ 3. Lorsque l'Etat, les zones ou les communes identifient, à l'intérieur de leurs frontières, un dommage environnemental, dont la cause est extérieure à leurs frontières, elles peuvent en informer les instances compétentes des régions concernées ou des Etats membres de l'Union européenne concernés et la Commission européenne.

Elles peuvent formuler des recommandations quant aux mesures à prendre et demander le remboursement des coûts des mesures qu'elles auraient prises.

§ 4. Cette collaboration ne porte pas atteinte aux formes de collaboration existantes.

TITRE XI. — De la réquisition et de l'évacuation

Art. 181. § 1^{er}. Le ministre ou son délégué peut, lors des interventions effectuées dans le cadre de la sécurité civile et pour les besoins de celle-ci, procéder à la réquisition des personnes et des choses qu'il jugerait nécessaire.

2° « exploitant » : particuliere of openbare natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroepsactiviteit verricht of regelt, of aan wie een doorslaggevend economische zeggenschap over het technisch functioneren van een dergelijke activiteit is overgedragen, met inbegrip van de houder van een vergunning of toelating voor het verrichten van een dergelijke activiteit of de persoon die een dergelijke activiteit laat registreren of er kennisgeving van doet;

3° « kosten » : de kosten die verantwoord zijn in het licht van de tussenkomst door de diensten van de civiele bescherming en de openbare brandweerdiensten, met inbegrip van ramingskosten van milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat zulke schade ontstaat en de kosten van alternatieve maatregelen, alsook de administratieve, juridische en handhavingskosten, de kosten van het vergaren van gegevens en andere algemene kosten, en de kosten in verband met monitoring en toezicht.

§ 2. In geval van vervuiling bedoeld in artikel 11, § 1, 4°, zijn de Staat en de zone gehouden de hiervoor aan hun diensten gemaakte kosten te verhalen op de exploitant die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt of op de eigenaar van de gewraakte producten.

De Staat en de zone kunnen beslissen om af te zien van verhaal, wanneer de verhaalkosten groter zijn dan het terug te vorderen bedrag of wanneer niet kan worden vastgesteld wie de exploitant of de eigenaar is.

De exploitant of de eigenaar is niet verplicht de kosten te dragen, indien hij kan bewijzen dat de milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat :

a) ofwel veroorzaakt is door een derde ondanks het feit dat er passende veiligheidsmaatregelen waren getroffen;

b) ofwel het gevolg is van de opvolging van een dwingende opdracht of instructie van een overheidsinstantie, tenzij het een opdracht of instructie betreft naar aanleiding van een emissie of incident, veroorzaakt door activiteiten van de exploitant zelf.

Wanneer eenzelfde schade of onmiddellijke dreiging van schade door meerdere exploitanten of eigenaars wordt veroorzaakt, zijn deze hoofdelijk gehouden tot het dragen van de kosten.

Wanneer besmetting of vervuiling op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen de kosten ten laste van de persoon die de besmetting of de verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. De eigenaars van de betrokken schepen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

§ 3. De Staat en de zone kunnen te allen tijde de exploitant of de eigenaar verplichten informatie te verstrekken over milieuschade die zich heeft voorgedaan, over een onmiddellijke dreiging van milieuschade of in geval van vermoeden van zulk een onmiddellijke dreiging.

Art. 180. § 1. Wanneer milieuschade of een onmiddellijk dreigende milieuschade, gevolgen heeft of dreigt te hebben voor één of meerdere gewesten, of andere Lidstaten van de Europese Unie, werken de Staat, de zones of de gemeenten samen, onder andere door een behoorlijke uitwisseling van informatie, teneinde ervoor te zorgen dat de nodige maatregelen met betrekking tot die milieuschade of onmiddellijke dreiging van milieuschade worden genomen.

§ 2. Wanneer zich milieuschade of een onmiddellijk dreigende milieuschade in de zin van § 1 voordoet, verstrekken de Staat, de zones of de gemeenten voldoende informatie aan de bevoegde instanties van de gewesten of de andere Lidstaten van de Europese Unie die schade zouden kunnen lijden.

§ 3. Wanneer de Staat, de zones of de gemeenten, binnen hun grenzen, milieuschade vaststellen, die niet binnen hun grenzen is veroorzaakt, kunnen zij dit melden aan de bevoegde instanties van de betrokken gewesten of Lidstaten van de Europese Unie en aan de Europese Commissie.

Ze kunnen aanbevelingen doen inzake de nodige maatregelen en ze kunnen om terugbetaling verzoeken van de kosten van de genomen maatregelen.

§ 4. Deze samenwerking doet geen afbreuk aan bestaande samenwerkingsvormen.

TITEL XI. — Opvoeding en evacuatie

Art. 181. § 1. De minster of zijn gemachtigde kan bij het optreden van de diensten van de civiele veiligheid en voor hun noden, de personen en zaken die hij nodig acht, opvorderen.

Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre et, par délégation de celui-ci, au commandant de zone ou aux officiers des postes lors d'interventions de ces services dans le cadre de leurs missions.

§ 2. L'Etat, dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et la zone sur le territoire de laquelle l'intervention a eu lieu, dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 2, supportent les frais liés à la réquisition des personnes et des choses et remboursent ces frais aux ayants droit, selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. Pendant la durée des prestations d'intervention des services opérationnels de la sécurité civile, le contrat de travail et le contrat d'apprentissage sont suspendus au profit des travailleurs qui font l'objet d'une réquisition en cette circonstance.

Art. 182. Le ministre ou son délégué peut, en cas de circonstances dangereuses, en vue d'assurer la protection de la population, obliger celle-ci à s'éloigner des lieux ou régions particulièrement exposés, menacés ou sinistrés, et assigner un lieu de séjour provisoire aux personnes visées par cette mesure; il peut, pour le même motif, interdire tout déplacement ou mouvement de la population.

TITRE XII. — Des mesures particulières en temps de guerre

Art. 183. En cas de guerre, la sécurité civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils destinés à assurer la protection et la survie de la population ainsi que la sauvegarde du patrimoine national.

Art. 184. Le Roi peut, en vue de la protection contre les faits de guerre, prescrire l'aménagement d'emplacements spéciaux dans les immeubles.

Art. 185. En temps de guerre ou aux époques y assimilées par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, le Roi peut ordonner l'incorporation d'office d'habitants dans les services de la Protection Civile.

Le bourgmestre peut également, dans les cas prévus à l'alinéa 1^{er} et dans les limites fixées par le Roi, ordonner l'incorporation d'office des habitants de la commune dans la zone de secours qui dessert la commune.

Art. 186. En temps de guerre, les mesures imposées aux provinces et aux communes sont ordonnées par le gouverneur, le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ou par le bourgmestre en lieu et place des organes provinciaux ou communaux normalement compétents; les règlements et ordonnances deviennent, en ce cas, obligatoires dès leur publication.

TITRE XIII. — Des dispositions pénales

Art. 187. Le refus ou la négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 181, § 1^{er} et 182 sera puni, en temps de paix, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement.

En temps de guerre ou aux époques y assimilées, le refus ou la négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 185 sera puni d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de cinq cents à mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

Le ministre ou, le cas échéant, le bourgmestre ou le commandant de zone pourra, en outre, faire procéder d'office à l'exécution desdites mesures, aux frais des réfractaires ou des défaillants.

TITRE XIV. — DES DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET ABROGATOIRES

CHAPITRE I^{er}. — Modification du Code Pénal

Art. 188. Dans l'article 5, alinéa 4, du Code pénal, modifié par la loi du 26 avril 2002, les mots « , les zones de secours, » sont insérés entre les mots « les provinces » et les mots « l'Agglomération bruxelloise ».

Dezelfde bevoegdheid wordt verleend aan de burgemeester of, bij delegatie van deze, aan de zonecommandant of aan de officieren van de posten wanneer deze diensten in het kader van hun opdrachten optreden.

§ 2. De Staat, in het geval bedoeld in § 1, eerste lid, en de zone op het grondgebied waarvan werd opgetreden in het geval bedoeld in § 1, tweede lid, dragen de kosten van het opvorderen van personen of goederen en vergoeden deze aan de rechthebbenden, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. Voor de duur van de prestaties tijdens het optreden van de operationele diensten van de civiele veiligheid, worden de arbeidsovereenkomst en de leervereenkomst geschorst ten behoeve van de werknemers die onder deze omstandigheden zijn opgevorderd.

Art. 182. De minister of zijn gemachtigde kan in geval van dreigende omstandigheden de bevolking, ter verzekering van haar bescherming, verplichten zich te verwijderen van plaatsen of streken, die bijzonder blootgesteld, bedreigd of getroffen zijn, en degenen die bij deze maatregelen betrokken zijn een voorlopige verblijfplaats aanwijzen; om dezelfde reden kan hij iedere verplaatsing of elk verkeer van de bevolking verbieden.

TITEL XII. — Bijzondere bepalingen inzake oorlogstijd

Art. 183. In geval van oorlog omvat de civiele veiligheid alle civiele maatregelen en middelen om de bescherming en het voortbestaan van de bevolking en het behoud van het nationaal patrimonium te verzekeren.

Art. 184. De Koning kan, met het oog op bescherming tegen oorlogshandelingen, voorschrijven dat in onroerende goederen speciale plaatsen worden ingericht.

Art. 185. In oorlogstijd of in perioden die daarmee krachtens artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen gelijkgesteld zijn, kan de Koning bevelen dat inwoners ambtshalve in de diensten van de Civiele Bescherming worden ingelijfd.

De burgemeester kan eveneens, in de gevallen voorzien in het eerste lid en binnen de grenzen door de Koning bepaald, bevelen dat inwoners van de gemeente ambtshalve in de brandweer- en reddingspost, die de gemeente bedient, ingelijfd worden.

Art. 186. In oorlogstijd worden de maatregelen welke aan provincies en gemeenten zijn opgelegd, door de gouverneur, de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad of door de burgemeester bevolen in plaats van door de normale bevoegde provinciale of gemeentelijke organen; de reglementen en verordeningen worden in dat geval bindend zodra zij zijn bekendgemaakt.

TITEL XIII. — Strafbepalingen

Art. 187. Weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen die met toepassing van artikelen 181, § 1 en 182 zijn bevolen, wordt in vredetijd gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden, en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro, of met één van die straffen alleen.

In oorlogstijd of in daarmee gelijkgestelde perioden wordt weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen die met toepassing van artikel 185 zijn bevolen gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd euro tot duizend euro, of met één van de straffen alleen.

De minister of, in voorkomend geval, de burgemeester of de zonecommandant, kan bovendien de genoemde maatregelen ambtshalve doen uitvoeren, op kosten van de weerspannige of in gebreke gebleven personen.

TITEL XIV. — WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het Strafwetboek

Art. 188. In artikel 5, vierde lid van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 26 april 2002, worden de woorden « de hulpverleningszones » toegevoegd tussen de woorden « de provincies » en de woorden « de Brusselse Agglomeratie ».

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances*

Art. 189. À l'article 5, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du service d'incendie territorialement compétent » sont remplacés par les mots « de la zone de secours à laquelle appartient sa commune »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Le service d'incendie » sont remplacés par les mots « La zone » et les mots « conformément à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile » sont remplacés par les mots « conformément aux articles 168 à 174 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « du service d'incendie » sont remplacés par les mots « de la zone de secours ».

Art. 190. à l'article 6, § 2, alinéa 2, de la même loi, tel que modifié par les lois des 30 décembre 2001 et 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le point 1°, les mots « des services d'incendie » sont remplacés par les mots « des zones de secours »;

2° dans le point 3°, les mots « l'application des articles 10bis et 12 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile » sont remplacés par les mots « l'application de l'article 67 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile »

Art. 191. L'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2001, est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres*

Art. 192. Dans l'article 42, § 3, 5° de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots « aux membres des services publics d'incendie » sont remplacés par les mots « aux membres opérationnels des zones de secours ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de la Nouvelle Loi communale*

Art. 193. Dans l'article 133bis de la Nouvelle Loi communale, inséré par la loi du 15 juillet 1992 et modifié par les lois des 3 avril 1997 et 7 décembre 1998, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans pouvoir, d'une façon quelconque, porter atteinte aux attributions du bourgmestre, le conseil communal a le droit d'être informé par le bourgmestre au sujet de la manière dont celui-ci exerce les compétences qui lui ont été conférées conformément aux articles 107, 153 et 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ».

Art. 194. L'article 143, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 21 mars 1991, 16 juillet 1993 et 7 décembre 1998, est abrogé.

Art. 195. Dans l'article 144 de la même loi, modifié par les lois des 16 juillet 1993 et 7 décembre 1998, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les décisions à prendre par le Roi en vertu de l'article 29, sont fixées après consultation des représentants des organisations les plus représentatives du personnel communal. ».

Art. 196. Dans l'article 153, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 3, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 30 juillet 1989 et modifié par la loi du 24 juin 1991, les mots « et pompiers permanents » sont chaque fois supprimés.

Art. 197. Dans l'article 156, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 3 février 2003, les mots « 2° comme membre du corps opérationnel d'un service d'incendie qui participe directement à la lutte contre le feu. » sont supprimés.

Art. 198. L'article 255 de la même loi, modifié par la loi du 1^{er} janvier 2001, est complété comme suit :

« 19. les dépenses qui sont mises à charge de la commune par ou en vertu de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen*

Art. 189. In artikel 5, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de territoriaal bevoegde brandweerdienst » vervangen door de woorden « de hulpverleningszone waartoe zijn gemeente behoort, »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « de brandweerdienst » vervangen door de woorden « de hulpverleningszone » en de woorden « overeenkomstig artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 168 tot 174 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid »;

3° in het derde lid, worden de woorden « de brandweerdienst » vervangen door de woorden « de hulpverleningszone ».

Art. 190. In artikel 6, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2001 en van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het punt 1°, worden de woorden « de brandweerdiensten » vervangen door de woorden « de hulpverleningszones »;

2° in het punt 3°, worden de woorden « de toepassing van de artikelen 10bis en 12 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming » vervangen door de woorden « de toepassing van het artikel 67 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

Art. 191. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen*

Art. 192. In artikel 42, § 3, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden « aan de leden van de openbare brandweerdiensten » vervangen door de woorden « aan de operationele leden van de hulpverleningszones ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de Nieuwe Gemeentewet*

Art. 193. In artikel 133bis van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992 en gewijzigd bij de wetten van 3 april 1997 en 7 december 1998, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Zonder op enige wijze afbreuk te kunnen doen aan de aan de burgemeester toegekende bevoegdheden, heeft de gemeenteraad het recht geïnformeerd te worden door de burgemeester over de wijze waarop deze de bevoegdheden uitoefent die hem zijn verleend krachtens de artikelen 107, 153 en 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

Art. 194. Artikel 143, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991, van 16 juli 1993 en van 7 december 1998, wordt opgeheven.

Art. 195. In artikel 144 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993 en van 7 december 1998, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« De beslissingen te nemen door de Koning krachtens artikel 29, worden vastgesteld na raadpleging van de vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties van het gemeentepersoneel. ».

Art. 196. In artikel 153, § 1, eerste lid en § 3, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij koninklijk besluit van 30 juni 1989 en gewijzigd bij de wet van 24 juni 1991, vervallen telkens de woorden « en vaste brandweerlieden ».

Art. 197. In artikel 156, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 februari 2003, vervallen de woorden « 2° als lid van het operationeel corps van een brandweer dat rechtstreeks deelneemt aan de brandbestrijding ».

Art. 198. Artikel 255 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 1 januari 2001, wordt aangevuld als volgt :

« 19° de uitgaven die door of krachtens de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ten laste van de gemeente worden gelegd. ».

CHAPITRE V. — *Modification de la loi-programme du 8 avril 2003*

Art. 199. Dans les articles 126 et 129 de la loi-programme du 8 avril 2003, les mots « loi du 31 décembre 1963 » sont chaque fois remplacés par les mots « loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ».

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi-programme du 9 juillet 2004*

Art. 200. Dans l'article 209 de la loi-programme du 9 juillet 2004, les mots « loi du 31 décembre 1963 » sont remplacés par les mots « loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ».

CHAPITRE VII. — *Abrogation de la loi du 31 décembre 1963 concernant la protection civile*

Art. 201. (ancien art. 193) La loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile est abrogée dix jours après la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies.

TITRE XV. — **Dispositions transitoires**

Art. 202. Pour l'application du présent titre, on entend également par le terme « commune », une « intercommunale des services d'incendie ».

Art. 203. Les sapeurs-pompier professionnels en service dans une commune sont transférés au cadre opérationnel de la zone de secours dont fait partie cette commune. Sous réserve de l'application de l'article 207, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.

Art. 204. Les membres des services d'incendie qui, sur la base d'un contrat d'engagement, sont en service auprès d'une commune en tant que sapeurs-pompier volontaires sont transférés au cadre opérationnel de la zone dont fait partie cette commune.

Sous réserve de l'application de l'article 207, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.

Art. 205. Le personnel administratif et technique des corps communaux d'incendie est transféré au cadre administratif de la zone à laquelle la commune appartient, avec maintien de leur qualité de personnel statutaire ou contractuel.

Sans préjudice de l'application de l'article 207, le personnel statutaire est soumis au statut d'application aux membres du personnel du cadre administratif de la zone.

Art. 206. A la date d'entrée en service des zones, telle que fixée à l'article 220, le personnel communal en service dans les centres du système d'appel unifié devient du personnel fédéral au sein de l'administration compétente et est soumis, sans préjudice de l'article 207, au statut, arrêté par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 207. Le personnel communal visé aux articles 203 à 206, peut décider de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel communal.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise dans les trois mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé à l'article 106 et est communiquée par écrit à l'autorité compétente par le membre du personnel concerné. A partir du moment où les services d'incendie ont été répartis en zones, ledit membre du personnel peut demander à n'importe quel moment à être soumis aux dispositions visées à l'article 106.

Art. 208. Les membres opérationnels des services d'incendie conservent leur grade ou se voient octroyer un grade équivalent lors du transfert dans le cadre opérationnel de la zone.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de programmawet van 8 april 2003*

Art. 199. In artikel 126 en 129 van de programmawet van 8 april 2003 worden de woorden « wet van 31 december 1963 » telkens vervangen door de woorden « wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de programmawet van 9 juli 2004*

Art. 200. In artikel 209 van de programmawet van 9 juli 2004, worden de woorden « wet van 31 december 1963 » vervangen door de woorden « wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

HOOFDSTUK VII. — *Opheffing van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming*

Art. 201. De wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming wordt opgeheven 10 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit waarin de Koning vaststelt dat de voorwaarden voldaan zijn zoals bedoeld in artikel 220.

TITEL XV. — **Overgangsbepalingen**

Art. 202. Voor de toepassing van deze titel wordt met de term « gemeente » ook een « brandweerintercommunale » verstaan.

Art. 203. De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente worden overgedragen naar het operationele kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt. Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 204. De brandweerlieden die, op basis van een dienstnemingscontract, als vrijwillig brandweerman in dienst zijn bij een gemeente worden overgedragen naar het operationeel kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 205. Het administratief en technisch personeel van de gemeentelijke brandweerkorpsen wordt overgedragen naar het administratief kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, met behoud van hun hoedanigheid als statutair of contractueel personeel.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 is het statutair personeel onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het administratief kader van de zone.

Art. 206. Het gemeentepersoneel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, worden vanaf de inwerkingtreding van de zones, zoals voorzien in artikel 220 federaal personeel binnen de daarvoor bevoegde administratie en worden, onverminderd de toepassing van artikel 207 onderworpen aan een door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaald statuut.

Art. 207. Het gemeentepersoneel bedoeld in artikelen 203 tot 206 van dit hoofdstuk, kan beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel.

De beslissing bedoeld in het eerste lid wordt genomen binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 106 en wordt door het betrokken personeelslid schriftelijk meegedeeld aan de bevoegde overheid. Van zodra de brandweerdiensten in zones zijn ingedeeld, kan dit personeelslid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in artikel 106.

Art. 208. De operationele leden van de brandweerdiensten behouden hun graad of krijgen een gelijkwaardige graad bij overdracht naar het zonale operationeel kader.

Art. 209. En ce qui concerne la revendication immédiate de droits pécuniaires, le transfert du personnel, visé aux articles 203 à 206, n'est pas considéré comme un changement d'employeur.

Art. 210. § 1^{er}. Les biens meubles de la commune appartenant tant au domaine public que privé, qui sont utilisés pour l'exécution des missions des services d'incendie, sont transférés à la zone.

§ 2. Les biens meubles de la commune appartenant tant au domaine public que privé, qui sont utilisés pour l'équipement des centres du système d'appel unifié, sont transférés à l'Etat fédéral.

§ 3. Les transferts visés aux § 1^{er} et 2 sont exécutés de plein droit. Ils sont de plein droit opposables à des tiers, à la date d'entrée en vigueur des zones, fixée conformément à l'article 220.

Art. 211. Les biens qui font partie de l'équipement individuel non spécialisé du membre des services d'incendie sont transférés de plein droit à la zone de secours à laquelle le membre des services d'incendie est transféré.

Art. 212. Les biens visés à l'article 210, §§ 1^{er} et 2, sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles d'inventaire et d'estimation de ces biens.

A l'occasion de cette estimation, il sera notamment tenu compte de l'âge et de l'état de ces biens ainsi que du pourcentage de subsides publics qui ont été alloués pour l'achat de ces biens.

Art. 213. § 1^{er}. Le transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 1^{er}, se fait après approbation du receveur de la commune et de l'officier - chef de service du service d'incendie communal et comprend l'inventaire intégral de ces biens à une date fixée par le Roi.

A l'occasion du transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 1^{er}, le comptable spécial et le commandant de zone contrôlent si les biens ont été transférés en totalité.

§ 2. Le transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 2, se fait après approbation du receveur de la commune et de l'officier - chef de service du service d'incendie communal et comprend l'inventaire intégral de ces biens à une date fixée par le Roi.

À l'occasion du transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 2, le ministre compétent contrôle si les biens ont été transférés en totalité.

Art. 214. La zone ou l'Etat fédéral reprend les droits et les obligations de la commune en ce qui concerne les biens transférés conformément à l'article 210, en ce compris les droits et les obligations liés aux procédures judiciaires en cours et futures.

La commune est cependant tenue aux obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété des biens visés à l'article 210.

En cas de litige au sujet d'un bien transféré, la zone ou l'Etat fédéral peut impliquer la commune. La commune peut intervenir volontairement.

Art. 209. De overdracht van het personeel, bedoeld in artikelen 203 tot 206, wordt voor wat betreft de onmiddellijke opeisbaarheid van geldelijke rechten, niet beschouwd als een verandering van werkgever.

Art. 210. § 1. De roerende goederen van de gemeente, met inbegrip van de roerende goederen door bestemming, zowel behorend tot het openbaar als tot het privaat domein die worden aangewend voor de uitvoering van de opdrachten van de brandweerdiensten worden aan de zone overgedragen.

§ 2. De roerende goederen van de gemeente, met inbegrip van de roerende goederen door bestemming, zowel behorend tot het openbaar als tot het privaat domein die worden gebruikt voor de uitrusting van de centra voor het eenvormig oproepstelsel worden aan de federale Staat overgedragen.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Zij zijn van rechtswege tegenstelbaar aan derden, op datum van de inwerkingtreding van de zones, vastgesteld overeenkomstig artikel 220.

Art. 211. De goederen die behoren tot de niet-gespecialiseerde individuele uitrusting van de brandweerman worden van rechtswege overgemaakt aan de zone, naar dewelke de brandweerman overgedragen wordt.

Art. 212. De in artikel 210, §§ 1 en 2, bedoelde goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, met inbegrip van de aan deze goederen verbonden lasten en verplichtingen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inventaris- en schattingsregels van deze goederen.

Bij deze schatting zal er onder meer rekening worden gehouden met de ouderdom en de staat van elk roerend goed. Eveneens zal bij de schatting rekening gehouden worden met de subsidies en bijdragen van de diverse overheden in de waarde van elk roerend goed.

Art. 213. § 1. De effectieve overdracht van de goederen vermeld in artikel 210, § 1, gebeurt na goedkeuring van de ontvanger van de gemeente en de officier-dienstchef van het gemeentelijk brandweerkorps en bevat op de datum bepaald door de Koning de volledige inventaris van deze goederen.

Bij de effectieve overdracht van de goederen vermeld in artikel 210, § 1, controleert de bijzondere rekenplichtige samen met de zonecommandant of het volledige pakket goederen werd overgedragen.

§ 2. De effectieve overdracht van de goederen bedoeld in artikel 210, § 2, gebeurt na de goedkeuring van de ontvanger van de gemeente en de officier-dienstchef van het gemeentelijk brandweerkorps en bevat op de datum bepaald door de Koning de volledige inventaris van deze goederen.

Bij de effectieve overdracht van de goederen bedoeld in artikel 210, § 2, gaat de bevoegde minister na of alle goederen werden overgedragen.

Art. 214. De zone of de federale Staat neemt de rechten en verplichtingen over van de gemeente betreffende de krachtens artikel 210 overgedragen goederen met inbegrip van de rechten en verplichtingen verbonden aan hangende en toekomstige gerechtelijke procedures.

De gemeente blijft echter gehouden voor de verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering opeisbaar was voor de eigendomsoverdracht van de in artikel 210 bedoelde goederen.

Indien er een geschil rijst in verband met een overgedragen goed, kan de zone of de federale Staat de gemeente betrekken in de zaak. De gemeente kan ook vrijwillig in de zaak tussenkomen.

Art. 215. § 1^{er}. Les casernes ainsi que les autres biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété de la commune, nécessaires pour l'accueil du personnel administratif, logistique et opérationnel des services d'incendie et de secours sont transférés à la zone ou mis à sa disposition dans les conditions déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété des communes et qui sont nécessaires pour l'accueil du personnel des centres du système d'appel unifié sont transférés à l'Etat fédéral.

§ 3. Le transfert des biens immeubles visés aux §§ 1^{er} et 2 se fait par acte authentique.

Art. 216. Les biens visés à l'article 215 sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles d'inventaire et d'estimation de ces biens.

Lors de cette estimation, il sera notamment tenu compte de la superficie, de l'emplacement, de l'âge et de l'état de chaque bien immeuble. Il sera également tenu compte lors de l'estimation des subsides et des contributions faites par les diverses autorités dans la valeur de chaque bien immeuble.

Art. 217. Pour l'apport des biens meubles et immeubles visés aux articles 210, § 1^{er}, et 215, § 1^{er}, les communes perçoivent une compensation sous la forme d'une réduction de la dotation communale dans le budget de la zone.

En fonction des besoins de la zone, le conseil fixe la réduction effective des dotations communales respectives.

En fonction de la valeur de l'apport de la commune, la réduction de la contribution de la commune est étalée sur plusieurs années. Afin de garantir le bon fonctionnement de la zone, la réduction annuelle par commune peut être équivalente à 20 % maximum de la dotation communale annuelle.

Art. 218. Pour l'apport des biens meubles et immeubles visés aux articles 210, § 2, et 215, § 2, les communes perçoivent une indemnité qui est calculée sur la base des règles d'estimation visées aux articles 212 et 216.

Art. 219. Toute procédure relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services au bénéfice des services communaux d'incendie auprès des communes ou de l'Etat fédéral est poursuivie par la zone à la date d'entrée en vigueur du présent article.

L'alinéa 1^{er} s'applique à l'exécution des marchés publics attribués avant la même date.

TITRE XVI. — Dispositions finales

CHAPITRE 1^{er}. — Création des zones

Art. 220. Les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours, lorsque le Roi constate qu'il a été satisfait aux conditions suivantes :

1° la circonscription territoriale de la zone a été fixée, conformément à l'article 14;

2° l'effectif et le matériel minimum de la zone ont été déterminés, conformément aux articles 102 et 119, § 1^{er};

3° la dotation fédérale a été fixée, conformément à l'article 69;

4° les dotations des diverses communes de la zone ont été inscrites dans les budgets communaux, conformément à l'article 68. Ces dotations sont déterminées sur la base de l'accord intervenu entre les conseils communaux des communes de la zone. A défaut d'accord entre les conseils communaux dans les six mois qui suivent la détermination du ressort territorial de la zone, les dotations des communes sont fixées par le Roi.

Art. 221. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la zone telle que visée à l'article 220, les services d'incendie sont organisés sur la base des groupes régionaux et sur la base des zones de secours, tels que visés par les articles 10 et 10bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

En l'attente de l'entrée en vigueur des zones, les groupes régionaux et les zones de secours font usage des possibilités prévues par et prises en vertu de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile pour organiser les secours sur la base du principe de l'aide adéquate la plus rapide.

Art. 215. § 1. De kazernes en de andere onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeente, en die noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het administratief en operationeel personeel worden overgedragen aan de zones of ter beschikking gesteld onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. De onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeenten en noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het personeel van de centra voor het eenvormig oproepstelsel, worden overgedragen aan de federale Staat.

§ 3. De overdracht van de in §§ 1 en 2 bedoelde onroerende goederen gebeurt bij authentieke akte.

Art. 216. De in artikel 215 bedoelde goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, met inbegrip van de aan deze goederen verbonden lasten en verplichtingen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inventaris- en schattingsregels van deze goederen.

Bij deze schatting zal er onder meer rekening worden gehouden met de oppervlakte, de ligging, de ouderdom en de staat van elk onroerend goed. Eveneens zal bij de schatting rekening worden gehouden met de subsidies en bijdragen van de diverse overheden in de waarde van elk onroerend goed.

Art. 217. Voor de inbreng van de roerende en onroerende goederen voorzien in de artikelen 210, § 1, en 215, § 1, van deze titel, ontvangen de gemeenten een compensatie in de vorm van de vermindering van de gemeentelijke dotatie in de begroting van de zone.

Afhankelijk van de behoeften van de zone bepaalt de raad de effectieve vermindering van de respectievelijke gemeentelijke dotaties.

Afhankelijk van de waarde van de inbreng van de gemeente, wordt de vermindering van de bijdrage van de gemeente gespreid over meerdere jaren. Ter garantie van het goed functioneren van de zone, mag de jaarlijkse vermindering per gemeente maximaal 20 % van de jaarlijkse gemeentelijke dotatie bedragen.

Art. 218. Voor de inbreng van de roerende en onroerende goederen bedoeld in de artikelen 210, § 2, en 215, § 2, ontvangen de gemeenten een schadevergoeding, die wordt berekend op basis van de schattingsregels voorzien in de artikelen 212 en 216.

Art. 219. Elke procedure inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten ten behoeve van de gemeentelijke brandweerdiensten bij de gemeenten of de federale Staat wordt op datum van de inwerkingtreding van dit artikel geldig voortgezet door de zone.

Het eerste lid is van toepassing op de uitvoering van de overheidsopdrachten toegewezen voor dezelfde datum.

TITEL XVI. — Slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Oprichting van de zones

Art. 220. De brandweerdiensten worden in de brandweer- en reddingsposten ondergebracht, wanneer de Koning vaststelt dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het territoriale ambtsgebied van de zone is vastgesteld, overeenkomstig artikel 14;

2° de minimale personeelsbezetting en het minimale materieel van de zone is vastgesteld, overeenkomstig de artikelen 102 en 119, § 1;

3° de federale dotatie van de zone is bepaald, overeenkomstig artikel 69;

4° de dotaties van de gemeenten van de zone werden ingeschreven in de gemeentebegrotingen, overeenkomstig artikel 68. Deze dotaties worden bepaald op basis van een akkoord tussen de gemeenteraden van de zone. Bij gebrek aan dergelijk akkoord binnen de zes maanden na de vastlegging van het territoriale ambtsgebied van de zone, worden deze bepaald door de Koning.

Art. 221. Tot de inwerkingtreding van de zone zoals voorzien in artikel 220, worden de brandweerdiensten georganiseerd op basis van de gewestelijke groepen en op basis van de hulpverleningszones, zoals bedoeld in de artikelen 10 en 10bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

In afwachting van de inwerkingtreding van de zones maken de gewestelijke groepen en de hulpverleningszones gebruik van de mogelijkheden voorzien door of krachtens de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, om de hulpverlening te organiseren op basis van het beginsel van de snelste adequate hulp.

Art. 222. Dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de la zone, telle que visée à l'article 220, le conseil doit être composé conformément aux dispositions reprises à la section II du titre III.

Le mandat des conseillers est valable jusqu'à l'installation d'un nouveau conseil ou, en cas de cessation prématurée de leur mandat, jusqu'à la prestation de serment de leur suppléant.

Art. 223. Au plus tard avant la fin du sixième mois suivant l'installation du conseil, la zone approuve les effectifs et l'équipement en matériel de la zone, conformément aux articles 102, alinéa 2 et 119, § 1^{er}.

En exécution de l'article 129, la décision de la zone en ce qui concerne l'effectif du personnel est transmise au gouverneur et au ministre.

Au cas où la zone ne satisfait pas à l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, le ministre peut procéder, aux frais de la zone, à la fixation de l'effectif et de l'équipement en matériel visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Entrée en vigueur

Art. 224. Les articles suivants entrent en vigueur dix jours après la publication de la loi au *Moniteur belge* :

- 1° article 1^{er};
- 2° article 2;
- 3° articles 14 et 15;
- 4° articles 68 et 69;
- 5° article 102, alinéa 1^{er};
- 6° article 119, § 1^{er};
- 7° articles 220 et 221;
- 8° article 224;

Les autres articles entrent en vigueur dix jours après la publication de l'arrêté par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session ordinaire 2006-2007.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2928/1. — Amendements, n° 51-2928/2 à 4. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 51-2928/5. — Texte adopté par la Commission, n° 51-2928/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2928/7.

Compte rendu intégral : 12 avril 2007.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-2403/1. — Amendements, n° 3-2403/2. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 3-2403/3. — Décision de ne pas amender, n° 3-2403/4.

Annales du Sénat : 26 avril 2007.

Art. 222. Binnen de drie maanden na het inwerkingtreden van de zone, zoals voorzien in artikel 220, dient de raad te worden samengesteld conform de bepalingen uit afdeling II van Titel III.

Het mandaat van de raadsleden loopt tot de installatie van een nieuwe raad of tot de beëindiging van hun vervanger, in geval van voortijdige beëindiging van hun mandaat.

Art. 223. De zone keurt uiterlijk voor het einde van de zesde maand na de installatie van de raad de benodigde personeelsformatie en materieeluitrusting van de zone, zoals bepaald in de artikelen 102, tweede lid, en artikel 119, § 1, goed.

De beslissing van de zone inzake de personeelsformatie wordt, in uitvoering van artikel 129, aan de gouverneur en aan de minister overgezonden.

Indien de zone niet voldoet aan de in het eerste lid bepaalde verplichting, kan de minister op kosten van de zone overgaan tot de vaststelling van de in het eerste lid bedoelde personeelsformatie en materieeluitrusting.

HOOFDSTUK II. — Inwerkingtreding

Art. 224. Treden in werking tien dagen na de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad* :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2;
- 3° artikelen 14 en 15;
- 4° artikelen 68 en 69;
- 5° artikel 102, eerste lid;
- 6° artikel 119, § 1;
- 7° artikelen 220 et 221;
- 8° artikel 224.

De andere artikelen van deze wet treden in werking tien dagen na de bekendmaking van het besluit waarbij de Koning vaststelt dat de voorwaarden vervuld zijn zoals bedoeld in artikel 220.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2928/1. — Amendementen, nr. 51-2928/2 tot 4. — Verslag van de Commissie, nr. 51-2928/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 51-2928/6. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2928/7.

Integraal verslag : 12 april 2007.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2403/1. — Amendementen, nr. 3-2403/2. — Verslag namens de Commissie, nr. 3-2403/3. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-2403/4.

Handelingen van de Senaat : 26 april 2007.